12792

NATIONS UNIES

UNITED NATIONS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CEA/MULPOC/YAO/CS/II/S/i.

CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS POUR L'AFRIQUE
CENTRALE I (MULPOC).

ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE CENTRALE I- 1988/89

DM/PC - DECEMBRE 1989.

INTRODUCTION : LA CONJONCTURE ECONOMIQUE MONDIALE EN 1988

1. L'examen auquel nous procédons cette année constitue le quatrième d'une série destinée à mettre en lumière la situation économique et sociale des pays de l'Afrique Centrale I. Contrairement aux études passées, nous examinerons d'abord de manière succincte les tendances de l'économie mondiale en 1988 avant d'aborder l'étude qui nous concerne ici. Cette approche a le mérite de situer les économies de l'Afrique Centrale dans le contexte de l'économie mondiale et par voie de conséquence de faciliter la mesure des incidences de l'une sur les autres.

2. Certains aspects seulement de la conjoncture économique mondiale seront retenus dans le cadre de cette étude : la performance économique globale - les politiques macro-économiques et leurs déséquilibres - le commerce international - les prix du pétrole et des autres produits de base.

i) LA PERFORMANCE ECONOMIQUE GLOBALE EN 1988

3. La croissance de l'économie mondiale en 1988 serait de l'ordre de (+ 2 %), équivalente à celle de 1987 et de 1986, mais nettement inférieure à celle de 1984 qui était de (+ 4,5 %). De plus, l'année 1988 a été marquée par la persistance de graves déséquilibres des paiements internationaux qui pourraient se traduire à terme par une recrudescence de l'instabilité des marchés des valeurs, des taux de change et des taux d'intérêt. Cette fragilité est la conséquence directe des divergences qui subsistent entre les politiques macro-économiques des principales puissances industrielles.

4. Les trois principaux facteurs à l'origine de la croissance en 1988 s'articulent autour de la nouvelle baisse des prix du pétrole ; de la relative stabilité du taux de change du dollar ; des effets de la chute récente des marchés des valeurs mobilières.

5. Cependant la situation varie suivant les pays :

- la croissance est relativement faible aux Etats-Unis, (+ 2,75 %). En 1988, la poussée des exportations et le redressement sensible de l'investissement compensent dans une certaine mesure le ralentissement sensible de la consommation privée ;

- au Japon, l'expansion se poursuit à un rythme accéléré sous l'impulsion vigoureuse de la demande intérieure et ce malgré la décéleration des exportations ;

- en Allemagne, la croissance reste faible du fait notamment de la forte appréciation du deutsch mark par rapport au dollar (+ 80 %) depuis 1985, et d'une politique modérée ;

Tableau 1 - [redacted] TAUX DE CROISSANCE EN %

	1986	1987	1988
ETATS-UNIS	2,9	2,75	2,75
JAPON	2,4	3,5	4,25
ALLEMAGNE	2,5	1,5	2,25
FRANCE	2	1,5	2
ROYAUME-UNI	2,7	3,25	3,5
ITALIE	2,7	3	2,5

SOURCE : OCDE

- la France avec un taux de croissance de (+ 2 %) subit les effets du ralentissement de la demande intérieure. Toutefois, la croissance s'équilibre mieux du fait de la progression sensible des investissements qui conjuguée avec la rigueur salariale améliore la position des entreprises.

ii) LES POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES DES PAYS INDUSTRIELS ET LEURS CONSEQUENCES

6. Face à une forte inflation et à des déficits budgétaires croissants hérités de la fin des années 70, la plupart des pays industriels ont réagi rapidement et énergiquement par une réorientation de leur politique économique. Cette option a prévalu en 1988. La réorientation de la politique s'est opérée dans deux directions principales : la diminution de la masse monétaire, la réduction du déficit structurel du budget.

7. Cependant les Etats-Unis ont constitué la principale exception à ce mouvement de réorientation des finances publiques ; leur déficit budgétaire a continué de se creuser après 1981 du fait de la réduction des taux d'imposition et de l'augmentation des dépenses publiques. Certains pays, entre autres les Etats-Unis et le Royaume Uni, ont tenté de réduire le rôle économique du secteur public et d'alléger la réglementation régissant les activités des entreprises privées.

9. Les divergences des politiques de finances publiques des pays industriels - politique dominée par le souci de stimuler l'activité économique aux Etats-Unis et politique de consolidation budgétaire ailleurs ont abouti à un déséquilibre financier persistant et sont à l'origine des déséquilibres des paiements extérieurs constatés actuellement.

iii) LE COMMERCE MONDIAL

10. Le volume mondial des échanges a augmenté de plus de (+ 9 %) en 1988, progression qui constitue un record pour la décennie. La poussée de la demande intérieure au Japon et les effets différés des mouvements des taux de change ont profondément modifié la structure des échanges. En 1988, les importations du Japon ont augmenté de (+ 17 %) et celles des pays européens de (+ 8 %) : le yen s'est apprécié nettement plus par rapport au dollar que les monnaies européennes. Les exportations vers le Japon des pays à revenu intermédiaire d'Asie de l'Est ont fortement augmenté et en Asie, le volume des échanges intrarégionaux a augmenté de (+ 30 %).

11. La croissance économique des pays en développement en 1988 a été influencée non seulement par la progression des importations des pays industriels, mais aussi par l'évolution de la composition de ces importations et par les transferts de clientèle. La forte croissance des exportations des pays d'Asie de l'Est, la faible croissance de celles des pays d'Amérique Latine et des pays africains ont pour effet de modifier profondément la répartition par région des exportations des pays en développement.

iv- LES PRIX DU PETROLE ET DES AUTRES PRODUITS DE BASE

12. Durant les années 80, la forte amplitude des fluctuations du prix du pétrole et la persistance d'une tendance à la baisse des prix réels des autres produits de base, en dépit de rebondissements épisodiques tels que le raffermissement des métaux enregistrés en 1988, ces deux tendances ont posé des problèmes d'ajustement à court et à long termes aux pays producteurs comme aux pays consommateurs.

13. Les fortes variations des prix relatifs des produits de base (et en particulier du prix du pétrole) ont rendu plus aléatoire le choix d'une politique d'encadrement de la demande et d'une politique des changes en particulier pour les pays exportateurs de produits de base. La hausse des prix du pétrole et la forte augmentation de la valeur des exportations pétrolières qui en est résulté ont entrainé l'appréciation de la monnaie des pays producteurs, ce qui a nui à leurs exportations non pétrolières et contribué à faire augmenter leurs importations. Cette double difficulté - symtôme de ce qu'il est convenu d'appeler le syndrome Hollandais (1) - a été éprouvée aussi bien par les pays à revenu élevé tels que les Pays-Bas et le

(1) Banque Mondiale "Rapport sur le développement dans le monde en 1989".

14. Royaume-Uni que par des pays à faible revenu tels que le Nigéria et l'Egypte. Ces pays, lorsque le cours des produits de base dont ils sont exportateurs a baissé, se sont retrouvés avec une balance commerciale déficitaire. En outre, le produit des taxes pétrolières a servi dans certains pays à financer des dépenses publiques recurrentes qu'il s'est ensuite avéré difficile à freiner. Du fait de la baisse des prix du pétrole enregistré depuis 1982, le produit intérieur brut des pays exportateurs de pétrole n'a progressé en moyenne que de (+ 1,6 %) par an entre 1982 et 1988, alors qu'il avait augmenté annuellement de (+ 5,0 %) entre 1973 et 1982.

15. D'une manière synthétique on peut retenir que l'économie mondiale en 1988 se caractérise en particulier par l'impact du faible taux de croissance dans les pays industriels, de l'instabilité des taux de change et de l'intensification des pressions protectionnistes dans ces pays. Ces facteurs devaient avoir des incidences négatives sur les économies de la périphérie comme celles de l'Afrique Centrale.

16. A partir de cette introduction liminaire, l'étude des conditions économiques et sociales dans les pays de la sous-région de l'Afrique Centrale en 1988/89 comprendra trois parties qui traiteront successivement des tendances sectorielles, des tendances macro-économiques et des programmes de redressement économique et financier.

I. LES TENDANCES SECTORIELLES

17. Dans cette première partie nous aurons à examiner les tendances observées dans l'évolution des trois ~~secteurs~~ à savoir les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

1. LE SECTEUR PRIMAIRE

18. L'Afrique Centrale genère cinq types de grands produits, les produits de l'agriculture, de la pêche, de la forêt, de l'élevage et des industries d'extraction.

a) Les produits de l'agriculture

i) les cultures vivrières

19. Bien qu'il soit difficile de disposer des statistiques fiables pour l'ensemble de la sous-région du fait d'une part de l'auto-consommation et d'autre part d'une information sommaire sur les circuits de commercialisation donc sur les quantités vendues, on peut retenir que les récoltes des produits vivriers sont dans l'ensemble satisfaisantes. Les cultures traditionnelles : manioc, banane plantin, igname, taro, riz, mil remplissent toujours largement leur rôle nourricier, mais subissent une relative désaffection due à la mutation des goûts, ce qui pourrait être à terme dommageable pour la sécurité alimentaire.

20. Il est aussi à craindre à terme, du fait de l'exode rural, que le taux de croissance de la production alimentaire tende dans l'ensemble, à devenir inférieur à celui de la population ce qui pourrait constituer un risque de tensions inflationnistes.

ii) les cultures d'exportation

21. Les campagnes des grands produits d'exportation, satisfaisantes en quantités, ont donné lieu à de graves mécomptes.

CACAO

22. La campagne de cacao 1987-1988 est estimé à 131.000 T au Cameroun, 900 T au Congo, 1600 au Gabon et 8400 en Guinée Equatoriale.

23. Au total, l'Afrique Centrale aurait produit 142.000 T sur un total mondial de 2 164 000 T.

24. Les stocks mondiaux, très importants, pèsent sur les cours particulièrement déprimés entre Octobre 1987 et Juillet 1988, à tel point que les prix enregistrés récemment étaient à un niveau très inférieur au prix annuel moyen de 1964-1965 considéré comme le plus bas de l'époque.

25. La situation ainsi créée s'est avérée particulièrement dramatique pour le Cameroun, premier exportateur de la sous-région. Cependant malgré la chute des cours mondiaux , le prix d'achat du cacao au producteur n'a pas varié depuis 1985-1986. Il est resté fixé à 420 francs CFA le kilo pour le grade I et II et 310 francs CFA le kilo de hors standard. Cependant dans le souci d'une politique réaliste les nouveaux prix pour la campagne 1989/90 sont de 250F/ kg pour le grade I, 150 F pour le grade II et 50 F pour le résidu.

26. La politique des différents pays producteurs de la sous-région tend à accroître la production de cacao et à améliorer sa qualité. Afin de faire face à la concurrence des pays producteurs de l'Asie du Sud-Est, tout effort d'amélioration de la production doit passer par une augmentation des rendements qui sont à l'heure actuelle d'envison 350 kg à l'hectare pour le Cameroun contre 2000 kg pour la Malaisie.

CAFE

27. Pour la campagne 1987-1988, la production exportable de café vert a été estimée à 86 000 T pour le Cameroun, 22 000 T pour la RCA, 1 600 T pour le Congo, 1 500 T pour le Gabon et 700 T pour la Guinée Equatoriale.

28. Si l'on s'intéresse à la situation des deux principaux producteurs de café dans la sous-région on arrive à des situations opposées.

- Au Cameroun la production conditionnée de café pour l'exportation a regressé de (- 17,6 %) en 1987-1988 pour atteindre 85 095 T. A la fin de la dernière campagne, les stocks cumulés s'élevaient à plus de 110 000 T, du fait de la baisse des cours mondiaux en dessous du prix d'équilibre. Les prix d'achat du café aux planteurs ont été maintenus pour la campagne 1987-1988 à 475 francs CFA le kilo d'arabika supérieur et à 440 francs CFA le kilo de robusta supérieur. Ces prix ont été revus à la baisse en Octobre 1989.

- En RCA la production de café s'est accrû de (+ 69 %) entre 1987 et 1988 car elle est passée de 13 000T à 22.000 T. Par contre le prix d'achat du café aux planteurs est resté constant depuis 1986 au niveau de 380 francs CFA le kilo.

COTON-GRAINE

29. La production de coton de l'Afrique centrale est estimée à 268 700 T pour la campagne 1987/1988 dont 113 700 T pour le Cameroun, 27200 T pour la RCA et 127 800 T pour le Tchad.

Tableau 2 - CAMEROUN - 2a. EVOLUTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE (en tonnes)

	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88
CACAO	104 825	108 769	120 541	118 820	123 091	130 533
DONT GRADE I	80 369	86 251	87 502	79 543	93 244	-
GRADE II	22 034	19 125	28 170	32 305	24 672	-
HORS ST	2 432	3 393	4 869	4 614	5 176	-
CAFE	128 237	64 000	138 900	97 675	146 466	86 000
DONT ROBUSTA	105 425	47 000	118 945	77 648	123 988	72 352
ARABICA	22 812	17 000	19 955	20 027	22 478	12 742
COTON	72 368	94 580	97 500	115 542	122 773	113 700

SOURCE : ONCPB ET SODECOTON.

2b PRIX D'ACHAT DU CACAO AU PRODUCTEUR (en F CFA par kg).

	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89
GRADE I	330	370	410	420	420	420	250
GRADE II	100	130	250	310	310	310	150
COURS MONDIAL M.	776	1 024	1 102	846	-	-	-

SOURCE : ONCPB

2 c. PRIX D'ACHAT DU CAFE AU PRODUCTEUR (en F CFA par kg).

	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88
ARABICA	370	410	450	475	475	475
ROBUSTA	350	390	430	440	440	440
COURS MONDIAL N	1 020	1 269	1 434	1 662	1 011	850
- ARABICA	1 020	1 269	1 434	1 662	1 011	850
- ROBUSTA	952	1 223	1 138	1 179	827	600

SOURCE : ONCPB

30. La campagne cotonnière 1987/1988 a connu des résultats divergents selon les pays ; si l'on constate une baisse par rapport à la campagne 1986/1987 au Cameroun, par contre en RCA et au Tchad la production est en augmentation.

31. Sur le plan de la commercialisation, les cours mondiaux du coton qui s'étaient améliorés au cours du premier semestre 1987, ont recommencé à chuter et sont passés à environ 500 F CFA le kilo, un an plus tard. De plus, faute de demande, les ventes se font au ralenti. Le prix moyen des ventes à l'exportation au Cameroun, au cours de la campagne 1986-1987 a été de 400 F CFA le kilo CAF et de 511 FCFA le kilo CAF pour la campagne 1987-1988. Au Tchad la baisse du cours mondial du coton a fait perdre au trésor public l'équivalent en devises de près de 30 milliards de F CFA au prix de 1984, soit une moyenne de 10 milliards de F CFA par an sur les trois années ; 1985, 1986, 1987 soit encore une perte de (20 à 22 %) par an sur les recettes d'exportation.

Tableau 3 - TCHAD - PRODUCTION DE COTON-GRAINE.

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
PRODUCTION EN TONNES	[illegible]	[illegible]	158 492	98 416	99 469	123 346	127 00
PRIX AU PRODUCTEUR F CFA	60	70	80	[illegible]	100	100	1

SOURCE : B E A C.

iii) L'exploitation forestière.

32. L'évolution du secteur forestier en 1988 a été fortement contrastée. En effet pour les pays pour lesquels nous disposons de statistiques, on constate une progression en RCA et au Gabon, une baisse au Congo comparativement au niveau de 1987. Cependant pour l'ensemble de la sous-région la production forestière marque un fléchissement général par rapport à l'année 1984.

Tableau 4. PRODUCTION FORESTIERE (en milier m³)

	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88
CAMEROUN	1 923	2093,1	2087,9		
CENTRAFRIQUE	244,4	268,7	198,3	154,4	173,0
CONGO				366,7	339
GABON (1)	1 037	982	957	868,8	989,2
GUINEE EQUATORIALE		81,5	138,0	155,9(2)	176,2 (2)

SOURCE : MULPOC.

- (1) Okoumé
- (2) Estimations

33. L'exportation des bois tropicaux est demeurée ferme car dans les pays consommateurs la demande reste soutenue surtout aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et dans les pays du Sud de l'Europe. Par contre le marché est peu porteur en France et en RFA car malgré la relance du bâtiment, pour des raisons techniques les contre-plaqués incluent de plus en plus de PVC. Même les placages se font de plus en plus en feuillus européens : merisier, hêtre et chêne.

34. C'est en définitive la demande du Japon qui équilibre le marché grâce à une progression rapide des mises en chantier.

iv) L'élevage.

35. Les pays d'élevage intensif sont le Cameroun, le Centrafrique et le Tchad.

Tableau 5. CHEPTEL BOVIN (en milliers de têtes)

	1984	1985	1986	1987	1988
CAMEROUN		4 200			
CENTRAFRIQUE	2 043	2 128	2 216	2 306	2 398
CONGO				31	28
GABON	-	-	-	20	-
GUINEE EQUATORIALE	-	-	-	-	-
TCHAD	3 705	3 794	3 886	4 002	4 098

SOURCE : MULPOC.

36. Dans les principaux pays d'élevage on constate une augmentation régulière du cheptel entre 1984 et 1988. Par contre dans les autres pays comme le Congo et le Gabon avec un système de gestion étatisé, les ranches bovins sont toujours en phase de croissance ; ils ne réalisent pas encore de production significative en 1988.

v) La pêche

37. Les statistiques relatives aux activités de la pêche sont rarement disponibles. Cependant en ce qui concerne l'évolution de ce secteur on peut faire quelques observations dans certains pays.

- CAMEROUN. La pêche ne couvre pas la totalité de la demande du pays qui reste tributaire des importations de poissons congelés, 64 915 T en 1987, en baisse de (-12 %) par rapport à 1986. Le développement de la pêche maritime est limité par le fait que le Cameroun ne dispose pas d'une façade très favorable avec seulement 400 km de côte contre 800 km pour le Gabon. En ce qui concerne la pêche industrielle, la production de poissons est en baisse depuis 1982-83 et celle de crevettes en légère croissance ; elle est toutefois en chute par rapport aux années 1984-85.

- CENTRAFRIQUE - La pêche reste très rudimentaire malgré des efforts d'organisation (création des coopératives). La production annuelle est estimée à 13 000 tonnes.

- CONGO. La production stagne depuis deux ou trois ans et l'on estime que la même tendance devrait se poursuivre dans les prochaines années.

Tableau 6. GABON PRODUCTION DE LA PECHE (en tonnes).

	1982	1983	1984	1985	1986 [1]	1987 [1]
PECHE ARTISANALE a)	44 000	54 000	63 000	64 260	70 800	79 740
PECHE INDUSTRIELLE b)	8 848	7 598	9 238	9 906	7 628	7 775
$\frac{a}{a+b}$ %	83	88	87	87	90	91

1) Estimation DGE SOURCE : DGE.

- GABON.

L'accroissement de la production de la pêche artisanale constitue une tendance qui devrait se poursuivre du fait d'une part de la présence importante des pêcheurs d'origine Ouest-africaine et d'autre part de l'utilisation par les pêcheurs d'engins plus performants. En ce qui concerne la pêche industrielle malgré une reprise en 1987, ce secteur semble être en crise. L'une des conséquences de cette situation c'est le niveau des investissements ; en effet les investissements du secteur ne concernent que ceux relatifs au maintien en l'état de l'outil de production, car les armateurs locaux ne peuvent pour le moment acquérir du matériel nouveau faute de moyens financiers.

b) Les industries d'extraction

38. Nous nous intéresserons seulement à l'évolution des quatres principaux produits de la sous-région à savoir : le pétrole, l'uranium, le manganèse et le diamant.

i) PETROLE

39. La production pétrolière des pays de la sous-région en 1988 est en regression selon les estimations par rapport à l'année précédente. Mais cette constatation couvre plusieurs réalités.

Tableau 7 - PRODUCTION PETROLIERE (en miliers de t).

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
CAMEROUN			9,2	8,9	8,4	
CONGO		6,0	5,9	5,9	6,3	7,0
GABON	7,9	8,7	8,6	8,3	7,7	7,8

SOURCE : MULPOC.

- CAMEROUN - A court terme, les perspectives d'accroissement de la production sont défavorables, du fait de la stagnation des activités d'exploitation et de développement ; Les compagnies pétrolières ne sont pas incitées à relancer ces activités dans la mesure où les gisements camerounais, tous offshore sont complexes et d'une rentabilité moindre qu'ailleurs. Elles souhaitent, depuis plusieurs années, un aménagement de la fiscalité pétrolière dans un sens plus incitateur, mais les négociations avec les pouvoirs publics sont toujours en cours.

- CONGO - La baisse des prix du pétrole qui a si durement affecté l'Etat congolais a été moins nettement ressentie par les compagnies pétrolières. Celles-ci ont découvert de nouveaux gisements dont Tchibouela en 1987 et Zatchi en 1988 qui leur permettent d'augurer de bonnes perspectives en 1989. Elf, principal opérateur, qui compte réaliser en 1989 un résultat financier légèrement positif a également réorienté ses activités vers le développement des gisements satellites, à côté des gisements principaux, et vers une réduction des coûts sur les champs vieillissants.

- GABON - L'activité pétrolière décline depuis 1984, les activités de recherche et de développement restent cependant soutenues en 1988, notamment avec le démarrage des champs de Rabi et de Kounga pour compenser le déclin des anciens gisements. En outre avec les découvertes recentes de Moukouti (1987) et de Nioungo I (1988) on devrait s'attendre à une modification des perspectives pétrolières au cours des années 1990.

40. Malgré l'augmentation de la production en volume, on constate un net fléchissement des ventes en valeur du pétrole, par exemple dans le cas du Congo on relève une perte de 95,5 milliards de F CFA au cours du premier trimestre 1988 (contre 118,8 pour le deuxième trimestre 1987).

41. Les perspectives du marché pétrolier, pour aussi incertaines qu'elles soient, laissent apparaître l'éventualité, pour plusieurs années, d'un cours de baril de brut à une valeur inférieure à US $ 16, ce qui rendrait peu rentable l'exploitation coûteuse du pétrole offshore.

Tableau 8 a - CONGO - EVOLUTION DU PRIX DU BARIL A L'EXPORTATION (en US $)

1986	1987		1988		1989 PREVIS.	VARIATIONS %	
b(2)	a (1)	b	a	b		b88/b87	b88/a88
11,73	16,76	16,85	13,94	12,19	13,06	-27,7	-12,6

1) 1er semestre. 2) 2ème semestre.

SOURCE : MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE.

Tableau 8 b - GABON - MOYENNES ANNUELLES ($/baril)

	MANDJI	OGUENDJO	GAMBA	LUCINA
1985	28	NC	28,50	28,20
1987	17,32	17,50	17,77	17,42

SOURCE : DGE.

ii) URANIUM

Tableau 9 - GABON - PRODUCTION D'URANIUM (en tonnes)

1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1022 1)	970	1009	918	939	900	798	900
945 2)	1091	928	900	900	857	830	-

SOURCE : DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

1) Production - 2) Exportation.

42. La production en 1988 est en baisse de (-12,8 %) par rapport à 1987. La situation du marché de l'uranium se caractérise par une faible demande due à la baisse des activités nucléaires, une production mondiale excédentaire et la concurrence de la production de l'Afrique du Sud. Il en est résulté un surstockage qui représente 4 à 5 ans de consommation. Le surstockage a entrainé un effritement des prix.

iii) MANGANESE

Tableau 10 - GABON - MINERAI METALLURGIQUE (1) ET BIOXYDE (2) en milliers de t.

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
PRODUCTION	1332 1)	1762	2021	2349	2442	2320	2253
	86 2)	100	91	58	71	-	-
LIVRAISON	1332	1905	2093	2407	-	-	-
	86	123	79	-	-	-	-

SOURCE : DGE.

43. La production en 1988 a légèrement fléchi par rapport aux années précédentes 1986 et 1987.

44. Les prix qui s'étaient appréciés de (+ 18 %) en 1985, accusent une forte baisse en 1986 et sont au plus bas en 1987. Cette baisse résulte à la fois des prix exprimés en dollars et de la dépréciation de cette monnaie depuis 2 ans. On admet généralement que cette tendance sera maintenue du fait de la situation particulièrement morose de la sidérurgie.

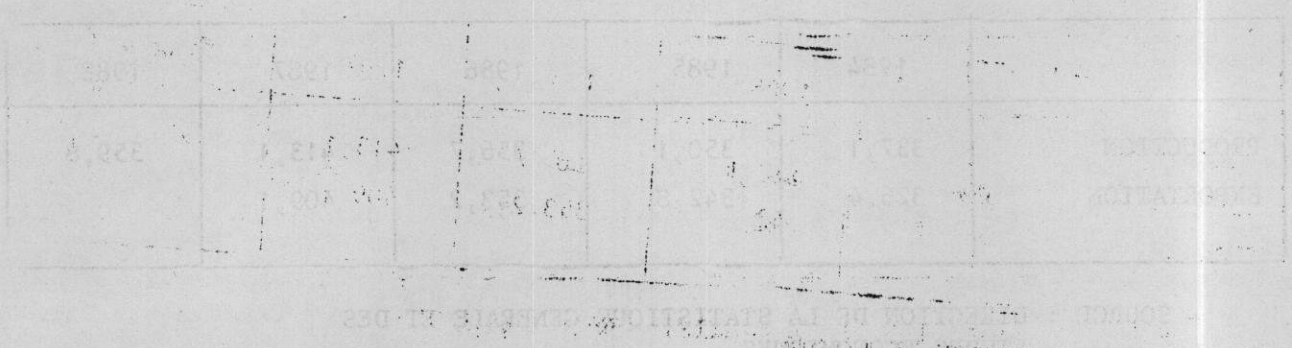
iv) DIAMANTS

45. En Centrafrique, le seul pays producteur de diamants dans la sous-région, la production de diamants a fortement augmenté en 1987, plus de (15 %). Elle a baissé cependant de près de (-13 %)en 1988, ce qui la ramène à un niveau légèrement au-dessus de celui de 1986.

Tableau 11 - CENTRAFRIQUE - DIAMANTS (en 1000 de carats)

	1984	1985	1986	1987	1988
PRODUCTION	337,1	350,1	356,7	413,1	359,8
EXPORTATION	326,4	342,8	353,2	409,1	

SOURCE : DIRECTION DE LA STATISTIQUE GENERALE ET DES ETUDES ECONOMIQUES.



2. LE SECTEUR SECONDAIRE

46. Dans la sous-région, la production industrielle n'a pas marqué de progrès sensibles. Le secteur secondaire a souffert, tout au long de l'année, de l'absence d'investissements directs. Le fléchissement de ceux-ci, déjà perceptible en 1986 et plus encore en 1987 s'est accentué. Cependant cette situation étant assez contrastée, il est intéressant d'accorder aux différentes branches une attention plus importante. Nous sommes tenus dans ces conditions de procéder à une analyse à trois niveaux, d'abord au niveau de l'évolution du chiffre d'affaires, ensuite au niveau de l'évolution de l'indice de la production industrielle et enfin au niveau de l'évolution des différentes branches d'activité.

a) L'évolution du chiffre d'affaires global

47. Les différents tableaux 12 montrent une baisse sensible du CA particulièrement pour la période entre 1985 et 1987 pour laquelle nous disposons d'une série complète. En effet pendant cette période on enregistre des baisses de (-14,7 %) pour le Cameroun, (-29,2 %) pour la RCA et (-73,2 %) pour le Gabon.

Tableau 12 a - CAMEROUN - EVOLUTION DES CHIFFRES D'AFFAIRES (en millions de F CFA).

	1985	1986	1987
ALIMENTAIRES	63 579	59 279	52 262
- Agro-alimentaire	39 559	35 639	35 384
- Ind. alimentaire	24 020	23 580	16 878
BIENS DE CONSOMMATION	225 904	235 503	228 060
- Boissons - Tabac	154 839	176 758	177 442
- Textiles - confection	62 799	52 051	45 188
- Chaussures - cuirs	8 266	6 694	5 430
BIENS INTERMEDIAIRES	70 661	70 489	55 969
- Papeterie - imprimerie - emballage	11 091	13 172	12 001
- Plastique - caoutchouc - pétrole	16 246	16 367	11 466
- Industries chimiques	34 949	33 456	26 807
- Divers	8 375	7 494	5 695
CIMENT - METALLURGIE	127 007	113 152	94 855
- Transformation des métaux	96 289	83 168	68 558
- Matériaux de construction	30 718	29 984	26 297
BIENS DE CAPITAL	18 234	14 252	12 194
- Matériel de transport	8 762	7 034	5 931
- Appareils mécaniques et électriques	9 472	7 218	6 263
BATIMENTS - TRAVAUX PUBLICS	17 482	11 115	2 666
TOTAUX TOUS SECTEURS	522 867	503 730	446 006

SOURCE : SYNDUSTRICAM.

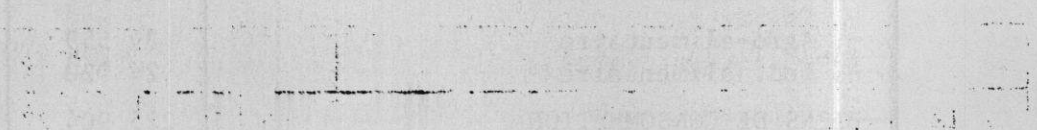


Tableau 12 b - CENTRAFRIQUE - EVOLUTION DES CHIFFRES D'AFFAIRES
(en millions de F CFA)

	1985	1986	1987
INDUSTRIE ALIMENTAIRE TABACS ET BOISSONS	17 862	17 270	16 166
TEXTILE ET CUIR	10 860	11 214	7 347
BOIS	11 481	10 169	5 223
CHIMIE	2 575	2 414	2 103
METAUX	2 754	2 301	1 874
DIVERS	2 064	778	1 006
TOTAL INDUSTRIE	47 596	44 146	33 718

SOURCE : DSGEE.

Tableau 12 c - CONGO - EVOLUTION C.A. (en millions de F CFA)

	1°/S/87	2°/S/87	1987	1°/S/88	2°/S/88	1988
ALIMENTATION	18 513	17 773	36 286	14 085	13 144	27 229
TEXTILE - HABILLEMENT	1 677	3 764	5 441	582	1 774	2 356
VEHICULE	5 510	4 241	9 751	7 322	7 636	14 958
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	6 351	6 591	12 942	4 618	2 671	7 289
ELECTRO-MENAGER	1 003	1 942	2 945	356	477	833
AUTRES PRODUITS	45 935	55 658	101 593	47 930	51 426	99 356
C. A. GLOBAL	78 989	89 969	168 958	74 893	77 128	152 021

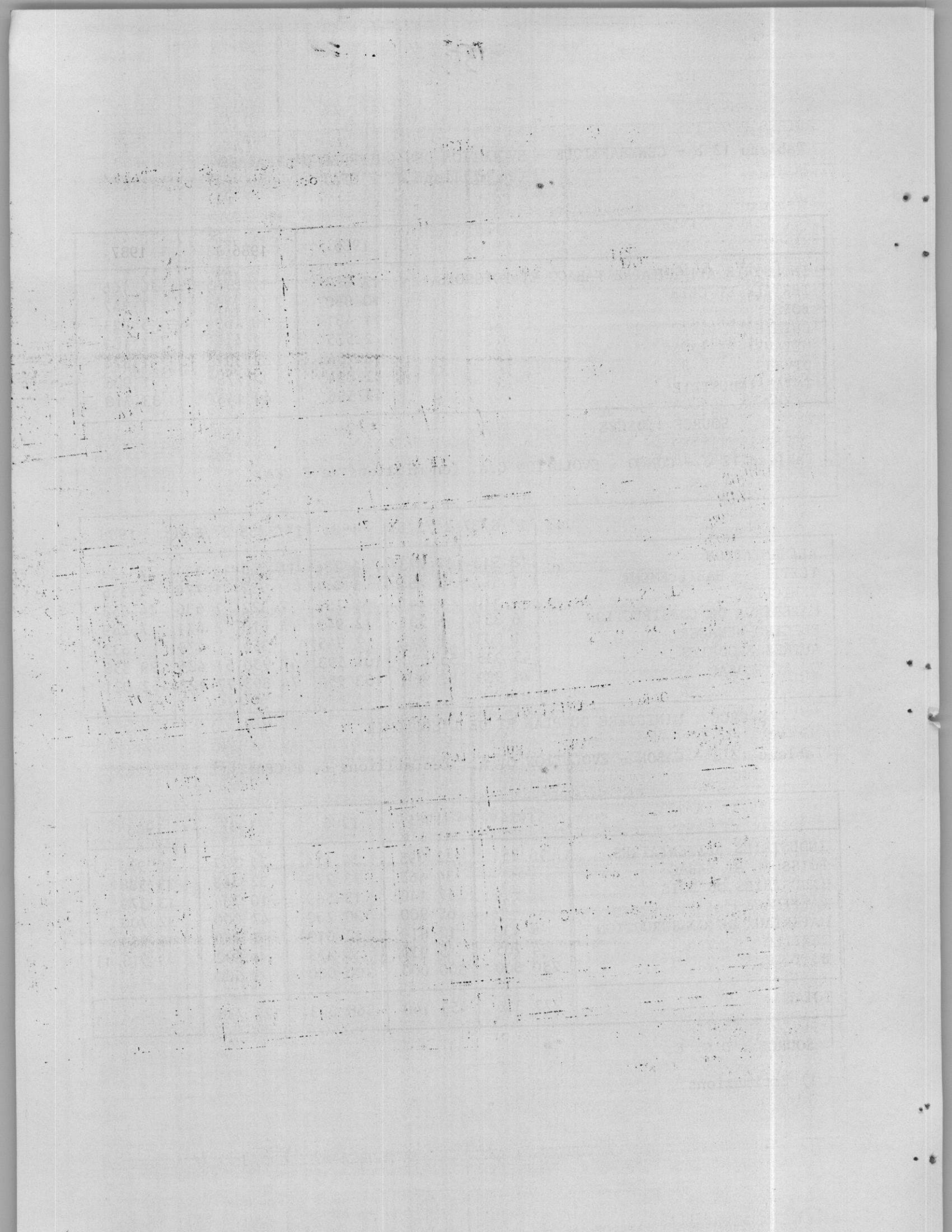
SOURCE : MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE.

Tableau 12 d - GABON - EVOLUTION C. A. (en millions de F CFA).

	1984	1985	1986	1987	1988
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	16 251	22 895	24 414	24 567	10 970 1)
BOISSONS ET TABAC	-	34 465	33 775	32 843	33 388
INDUSTRIES DU BOIS	-	17 140	13 569	10 704	13 379
RAFFINAGE	-	65 900	80 700	47 000	32 700
MATERIAUX DE CONSTRUCTION	6 430	12 810	12 010	7 830	6 960
TEXTILE	4 705	5 930	4 375	1 292	518 1)
B. T. P.	250 000	300 000	200 000	3 500	-
TOTAL	277 386	459 140	368 843	127 736	-

SOURCE : D G. E.

1) Estimations.



Entre 1987 et 1988 la baisse du C. A. global a été de(-10 %) au Congo.

b) L'évolution de l'indice de la production industrielle -

48. i) CAMEROUN - L'indice moyen de la production industrielle est passée de 242,5 en 1985 à 244 l'année suivante pour s'établir à 230,6 en 1987, accusant aussi une baisse de (-5,5 %) par rapport à 1986. Cf. Tab. 13 a

49. Cette regression de la production consécutive à une baisse de la demande intérieure, a été amorcée au cours du deuxième trimestre de l'année 1986 et s'est poursuivie pendant le reste de l'année. L'indice s'est amélioré au cours du premier trimestre 1987, mais a ensuite diminué de façon régulière jusqu'à la fin de l'année. Cette tendance s'est poursuivie en 1988 et au début de 1989.

50. Les disparités sectorielles ont été peu significatives : 90 % des branches ont enregistré une baisse de leur production en 1987. Selon les données de la Direction de la statistique, les diminutions de production les plus importantes ont été les suivantes : industries du caoutchouc : (- 40,5 %) ; fabrication des chaussures et industries du cuir : (- 39,2 %) ; pêche industrielle : (- 21,7 %) ; boulangerie et patisserie: (- 20,8 %) ; industries chimiques : (- 20,4 %) ; fabrication d'appareils mécaniques : (- 18,0 %) ; industries manufacturieres : (- 17,7 %) ; travail des graines et production de farine : (- 16,9 %) ; construction de matériel de transport : (- 16,8 %) ; fabrication des matériaux de construction : (- 15 %) ; industries de bois et fabrication d'ouvrages en bois : (- 13,7 %) ; industries des textiles et de la confection : (- 10,5 %)mais c'est la rubrique intitulée "autres industries alimentaires" qui accuse la plus forte baisse : (- 53 %).

51. Seules deux branches ont réussi à enregistrer une légère hausse de leur production : les produits agricoles destinés à l'industrie et l'exportation : (+ 8,6 %) grâce notamment à l'acheminement de la production d'huile de palme et du caoutchouc ; les boissons et tabacs : (+ 0,7 %).

Tableau 13 a - CAMEROUN - EVOLUTION DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

4ème trimestre 1984 = 100

ANNEES	1er Tri.	2° Tri.	3° Tri.	4° Tri.	MOY. ANNUE.
1985	253,4	250,0	220,2	246,5	242,5
1986	272,6	254,4	209,6	239,3	244,0
1987	256,7	234,3	210,9	210,9	230,6

SOURCE : DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE.

Tableau 13 b - RCA - INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE 1988.

4ème trimestre 1987 = 100

	1er Tri.	2° Trim.	3° Tri.	4° Tri.	ANNE.
EXTRACTION	110,8	145,9	98,9	112,1	116,9
ALIMENTATION - BOISSONS - T.	99,9	101,4	82,1	89,1	93,1
TEXTILE -HABILLEMENT - CUIR	261,1	360,9	426,5	459,4	377,3
OUVRAGE EN BOIS	77,4	90,3	93,4	52,3	78,3
CHIMIE	115,3	103,3	151,9	173,9	136,1
OUVRAGES EN METAL	88,2	95,5	90,6	62,4	84,2
ELECTRICITE - EAU - GAZ	92,0	106,9	113,4	118,5	105,7
TOTAL	100,3	116,5	97,5	97,0	102,8

SOURCE : DSGEE.

ii) CENTRAFRIQUE .

52. On constate par rapport à l'année 1987 une hausse de (+ 2,8 % de la production industrielle. Trois branches sont à l'origine de cette hausse : l'extraction (+ 16,9 %) - le textile (+ 277 %) - la chimie (+ 36,1 %). En revanche les ouvrages en bois regressent de (- 21,5 %). Cf. Tableau 13 b.

iii) CONGO

53. On assiste à une nette reprise de la production industrielle à la fin de l'année 1988 ; en effet après une baisse de (-9 %) entre la fin du 1er semestre 1987 et le 1er semestre 1988, la production industrielle a augmenté de (+ 16,5 %) entre le 1er et le 2e semestre 1988. Cette hausse s'explique par les hausses respectives pendant la même période de l'industrie du bois (+ 21,9 %) et l'agro-alimentaire (+ 41,7 %) Cf. Tableau 13 c.

Tableau 13 c - CONGO - INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE -
- 1 Sem. 83 = 100

	1 SEM 83	1SEM 87	2 SEM 87	1 SEM 88	2 SEM 88
Secteur 3 : Bois	100	102	109	107	118
Branche 11 : Industrie Bois	100	90	106	105	128
Secteur 6 : Agro-alimentaire	100	105	131	103	146
Branche 4 : Boulangerie	100	73	64	75	77
- 8 : Bois - Tabac	100	91	85	92	88
- 9 : Agro-Alimentaire	100	401	1090	337	1319
Secteur 7 : Ind. Manufac.	100	43	50	44	52
Branche 10 : Textile Habillement	100	25	49	29	57
- 12 : Imprimerie	100	68	92	65	69
- 13 : CHIMIE	100	59	49	53	50
- 14 : M. N. Métal	100	37	42	56	33
- 15 : Métallurgie Mécanique	100	71	70	59	59
Secteur 8 : Energie	100	101	112	121	100
ENSEMBLE	100	87	100	91	106

SOURCE : Ministère du Plan et de l'Economie.

Tableau 13 d - GABON. INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
MOYENNES TRIMESTRIELLES - BASE 100 = 1987.

	4e Trim. 87	3e Trim. 88	4e Trim. 88
PRODUCTION INDUSTRIELLE	95,6	100,5	100,0
PRODUCTION POUR EXPORTATION	94,5	101,3	108,4
PRODUCTION POUR MARCHE INT.	96,5	99,8	93,3
ACHATS OKOUME PAR SNBG	102,3	140,8	109,1
PRODUCTION MINIERE	95,2	80,1	109,2
INDUSTRIE BOIS AMEUBLEMENT	83,0	98,3	105,8
INDUSTRIE AGRO ALIMENTAIRE	93,0	87,8	77,5
FABRICATION BOISSONS	99,2	96,4	88,4
INDUSTRIE TEXTILE	94,0	69,7	78,1
IMPRIMERIE	122,4	140,9	56,7
INDUSTRIE CHIMIQUE	92,0	105,7	106,8
RAFFINAGE	88,6	99,3	58,1
PRODUCTION CIMENT	88,7	113,3	94,7
INDUSTRIE MANUFACTURIERE	92,4	154,3	129,5
EAU ET ELECTRICITE	100,4	95,2	101,0

SOURCE : D G S E E.

iv) GABON

54. Globalement la production industrielle s'est maintenue dans une tendance à la hausse en 1988, grâce à une nette remontée des exportations et malgré un niveau relativement bas de la production pour la consommation intérieure (agro-alimentaire (-9,9 %) ; industrie textile (- 20,6 %) ; raffinage (- 29,2 %). Cf. Tableau 13 c.

c) L'évolution des principales branches d'activités en 1988

55. Cette évolution étant assez contrastée, il est intéressant d'examiner la situation des différentes branches dans les différents pays de la sous-région.

i) Industries alimentaires

56. - CAMEROUN - La baisse de la production s'explique par la chute de la fabrication du beurre de cacao, la diminution des produits de la chocolaterie et de l'huile Diamaor et celle du C.A. par la baisse des prix depuis 1986.

57. - CENTRAFRIQUE - La baisse concomitante de la production et du C.A. est liée à un désinvestissement qui se traduit par une diminution des entreprises de la branche (- 21,4 %) entre 1985 et 1987 et par une diminution des effectifs employés par la branche (- 31,4 %) pendant la même période.

58. - CONGO - La reprise de la production est liée à de nouveaux investissements dans la filière boulangerie et la baisse du C.A. est consécutive à d'importants problèmes de méventes.

59. - GABON - La tendance à la baisse de la production prolonge l'évolution observée depuis le début de l'année 1987. Cependant on observe une tendance à la stabilisation du C.A. du fait d'une reprise de la hausse de l'indice des prix entre troisième et le quatrième trimestre 1988 (+ 1,9 %) contre (+ 0,6 %) entre le quatrième trimestre 1987 et le troisième trimestre 1988.

ii) Boissons et Tabac.

60. - CAMEROUN - La croissance de la production enregistrée en 1987 est due à la hausse de la fabrication de cigarette (+ 49,3 %) et de celle de bière (+ 10,4 %) - Cette tendance devrait se maintenir. Le chiffre d'affaires des entreprises de la branche a progressé de (+ 10,8 %) en 1987 contre une baisse de (- 13,3 %) l'année précédente. Du fait de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs, les ventes de bières qui s'élevaient à 5,5 millions d'hectolitres en 1987 ne devraient être que de 5 millions en 1988 et un peu moins en 1989.

61. - CONGO - La baisse de la demande amène les entreprises à réduire leur programme de production. Il s'en suit une baisse du C.A. de l'ordre de (- 2 %) au cours du second semestre 1988.

62. - GABON - La baisse de la production et du C.A. observée en 1986 s'est poursuivie en 1987 ; par contre on s'attend à une amélioration de l'activité en 1988 et en 1989 du fait de la production et de la mise en vente de la marque de cigarettes Dunhill.

iii) Textile et Confection.

63. - CAMEROUN - Ce secteur généralement sensible connait de sérieuses difficultés provoquées en particulier par la concurrence d'articles similaires importés d'Asie, d'articles de friperie européens ou les importations en provenance du Nigéria, moins chères du fait de la décôte du naira. L'évolution à la baisse du CA traduit la diminution de la demande intérieure : de 29,6 milliards de F CFA en 1985, le CA est tombé à 20 milliards en 1987. Cette situation devrait s'aggraver en 1988 et 1989.

64. - CENTRAFRIQUE - Tendance à la hausse de la branche pour la production (+ 44,4 %) entre le 1er et le 4e trimestre 1988. En revanche, on observe la regression du CA depuis 1986 (- 34,5 %).

65. - CONGO - La branche connait une hausse du CA de (+ 91 %) par rapport au 1er semestre 1988, et de (+ 22 %) par rapport au 2e semestre 1987, et ce malgré la présence sur le marché de produits frauduleux en provenance principalement du Zaïre.

66. - GABON - La branche traverse une crise profonde - la baisse de la production entre le 4e trimestre 1987 et le 4e trimestre 1988 s'élève à (- 16,9 %) et celle du CA est estimée pendant la même période à (- 59,9 %). Les principales causes en sont la hausse des coûts de production notamment les prix des colorants et des produits chimiques ; le blocage des prix de vente depuis quatre ans ; la prolifération sur le marché des produits textiles de même qualité en provenance des pays voisins.

67. - TCHAD - La production connait une baisse tendancielle entre 1985 et 1988 (- 61,7 %) soit en moyenne annuelle (-15,4 %).

iv) Industrie de raffinage.

68. - CAMEROUN - La SONARA a une capacité nominale de 2 millions de tonnes/an . Sa production est supérieure aux besoins 1). On observe : une stagnation des produits lourds du fait de la faiblesse de la demande extérieure ; une tendance à la hausse des produits légers principalement de l'essence automobile à cause de l'évolution du parc automobile (voitures d'occasion). Cependant la présence frauduleuse sur le marché des produits nigérians à cause du différentiel de prix entre 100 et 120 F CFA/litre peut avoir de conséquences facheuses à terme.

---

1) Evalués à environ 40 % de la production.

69. - CONGO - La CORAF travaille en surcapacité relative du fait de la faible consommation intérieure. Il s'en suit une stagnation de la production et une baisse du CA qui entre le 1er semestre 1987 et le 2ème semestre 1988 se chiffre à (- 18,5 %) et à (- 29,9 %) entre 1987 et 1988.

70. - GABON - La capacité de production de la SOGARA s'élève à 850 000 tonnes/an et couvre largement le marché local 450 000 tonnes/an. On constate une baisse respective de la production et du CA entre 1985 et 1987, (- 27,2%), (- 59,5 %). Du fait de la faiblesse de la demande intérieure et surtout de la forte baisse observée en 1986 et 1987 la branche s'oriente vers de sérieuses difficultés à terme.

v) Matériaux de construction.

80. - CAMEROUN - L'indice moyen de la production est passé de 486,6 en 1985 à 407 en 1986 et 422,2 en 1987 : - les prix sont relativement restés stables. Le C A de la branche a chuté de façon conséquente en 1987 (-9,6 %), en raison de la baisse de la production du ciment, essentiellement, dont le prix est resté le même depuis 1982. Une nouvelle baisse des ventes de ciment de l'ordre de (-15 %) est prévue en 1988, du fait de l'arrêt de grands chantiers et de la diminution du pouvoir d'achat.

81. - CONGO - La branche est en crise du fait des prix anormalement élevés alors que l'on assiste à une baisse régulière du pouvoir d'achat. Il en résulte une forte baisse du CA du 1er semestre 1987 au 2e semestre 1988, (-57,9 %). Cette tendance est appelée à se poursuivre.

82. - GABON - La baisse de la production du ciment amorcée en 1986 s'est poursuivie en 1988 : (- 36 %) 1986-1987 ; (-11,1 %) 1987-1988. Cette situation se traduit par la diminution du C A 1986-1987 , (- 34,8 %) ; 1987-1988, (- 11,1 %).

vi) Bâtiment et Travaux Publics.

83. - CAMEROUN - Du fait de l'arrêt des grands chantiers la branche connait une baisse d'activité sensible principalement à partir de 1986 ; en effet le CA entre 1986 et 1987 a subi une baisse de (- 76 %).

84. - CONGO - La branche poursuit son déclin, une baisse de (- 39,3 %) entre le 1er semestre 1987 et le 2e semestre 1988. On assiste à l'amenuisement des capacités productives parallèlement à la baisse ininterrompue de la demande. Il convient cependant de noter que les progrès de la branche bâtiment traditionnel et auto-construction sont occultés par l'ampleur du mouvement général à la baisse.

85. - GABON - Le niveau d'activité de cette branche qui avait baissé de 80 % en 1986 continue de se dégrader en 1987 et 1988. Le CA est tombé de 400 milliards de F CFA en 1985 à 144 milliards en 1987. On estime qu'il tourne autour de 80 milliards en 1988.

3. LE SECTEUR TERTIAIRE

86. L'évolution des tendances observées dans le secteur va se limiter essentiellement à la branche transport avec trois composantes ; le trafic portuaire, les transports ferroviaires, les transports aériens.

a) L'évolution du trafic portuaire. Tableau 44 a - b - c.

87. L'évolution du trafic portuaire dans la sous-région est assez contrastée et appelle de ce fait un examen au cas par cas.

i) L'activité portuaire au Cameroun qui avait déjà connu un ralentissement en 1986, a vu cette tendance s'aggraver en 1987 ; en effet le trafic portuaire global est passé de 4,601 millions de tonnes en 1985 à 4,368 millions en 1986 et 3,833 millions en 1987. Les importations ont été les plus touchées par cette baisse, (- 20,8 %), tandis que les exportations se maintenaient à peu près à un niveau stable, (-4,5 %). La moyenne du trafic du 1er trimestre 1988 (en augmentation par rapport à la moyenne de l'année 1987) est en baisse de (-5,2 %) par rapport au 1er trimestre 1987. Cette tendance liée à la crise devrait se maintenir.

ii) L'activité portuaire au CONGO s'est améliorée entre 1987 et 1988 (+ 11,4 %). Cependant cette évolution ne reflète pas la réalité pour l'ensemble des éléments ; en effet si les exportations ont progressé de (+ 7,5 %). En outre les importations ont subi une chute importante entre le 1er et le 2è semestre 1988, (- 26,9 %). La bonne tenue des exportations s'explique par le niveau très élevé de la reprise des exportations du pétrole brut, (+ 25,7 %) entre le 1er trimestre 1987 et le 1er trimestre 1988.

iii) Après une stagnation entre 1984 et 1985, le trafic portuaire au Gabon a chuté en 1986 (- 17,6 %) avant d'effectuer une légère reprise en 1987, (+ 4,5 %) sans toutefois atteindre son niveau de 1985. Pendant la même période la baisse des importations est plus importante (- 39 %) que celle des exportations (- 11 %). Cependant on s'attendait, en 1988, avec le développement du champ de Rabi et l'achèvement du port minéralier, à une activité portuaire plus soutenue.

b) Les transports ferroviaires

88. Les transports ferroviaires ont dans l'ensemble connu une évolution positive, (+ 6,4 %) de hausse pour le trafic voyageurs, stabilité pour le trafic marchandises en 1987/1988 au CAMEROUN ; (+ 9 %) de hausse trafic marchandises au Congo ; trafic en hausse continue au Gabon. Cependant du fait du coût des immobilisations extrêmement élevé (Gabon principalement) et d'importantes charges d'exploitation,

89. les entreprises de transport ferroviaires connaissent de sérieux problèmes de gestion qui appellent des mesures drastiques. La Régifercam doit trouver une solution au problème principal du sureffectif ; le CFCO a un programme de restructuration et le Gouvernement gabonais a mis en place un programme de mesures de reduction de salaires et de mise à la retraite anticipée pour le personnel du transgabonais.

c) Les transports aériens.

90. i) La CAMAIR connait de sérieuses difficultés en raison de la baisse du trafic et du maintien des coûts élevés. Le trafic avec l'Europe a ainsi diminué de 73.500 passagers en 1985 - 1986 à 60 100 passagers en 1987-1988. Quant au trafic intérieur, il est également en regression de 363 000 voyageurs en 1985-1986 à 290 000 voyageurs en 1987-1988, de fait de l'ouverture de l'axe lourd Douala-Yaoundé. Le trafic avec l'Afrique accuse également une baisse sensible, passant de 92 000 à 83 000 passagers entre les deux mêmes périodes.

91. ii) LINA-CONGO connait des problèmes de trésorerie de manière permanente. Le trafic voyageurs a connu une baisse de (-9 %) en 1988 par rapport à 1987. Quant au trafic commercial international il affiche en 1988, des résultats contrastés : progression du frêt de (+ 13 %) et stagnation du trafic passagers.

92. iii) La restructuration effectuée au sein de la compagnie nationale AIR GABON et les aménagements sur les réseaux tant national qu'international semblent avoir une incidence positive sur le trafic ; en effet après des pertes entre 1985 et 1987 en passagers (- 11,4 %) et CA (- 20,5 %) AIR GABON s'est repris en 1988 par rapport à 1987, (+ 9,5 %) pour les passagers et (+ 3,7 %) pour le CA.

Tableau 14 a - CAMEROUN. EVOLUTION DU TRAFIC PORTUAIRE
(long cours et local)

	1985	1986	1987	Δ 87/86 %
IMPORT (t)	3 429 749	3 189 467	2 714 710	-14,9
EXPORT (t)	1 171 704	1 179 111	1 119 190	- 5,1
IMPORT + EXPORT	4 601 453	4 368 578	3 833 900	-12,2
NOMBRE DE NAVIRES	3 187	2 800	2 673	- 4,5

SOURCE : ONPC.

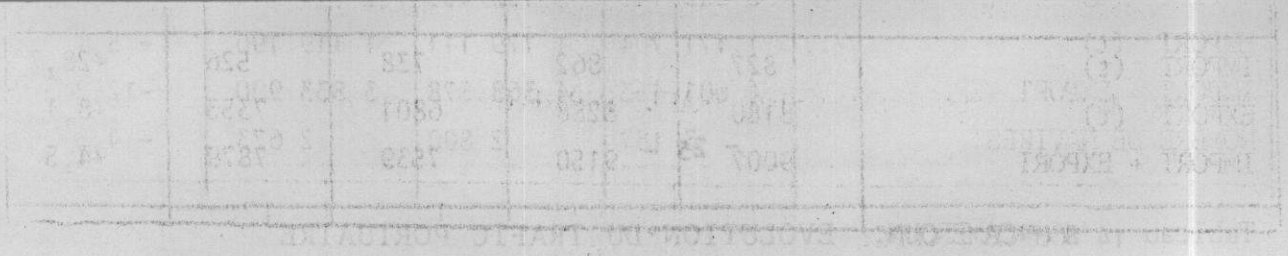
Tableau 14 b- CONGO - EVOLUTION TRAFIC PORTUAIRE t = 1000.

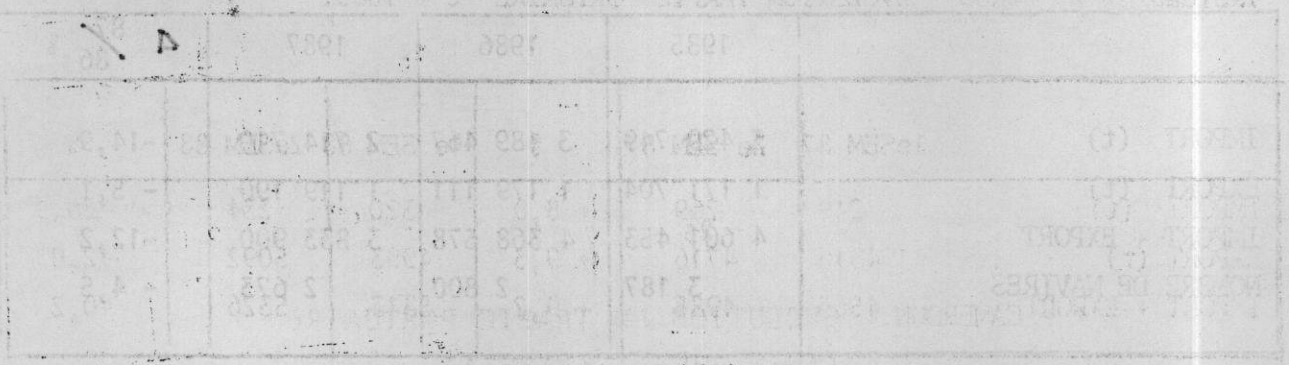
	1eSEM 87	2e SEM 87	Δ 2/1 %	1e SEM 88	2eSEM 88	Δ 2/1 %
IMPORT (t)	249	269	+ 8,0	320	234	-26,9
EXPORT (t)	4316	4716	+ 9,3	4993	5092	+2,0
IMPORT + EXPORT	4565	4985	+ 9,2	5313	5326	+0,2

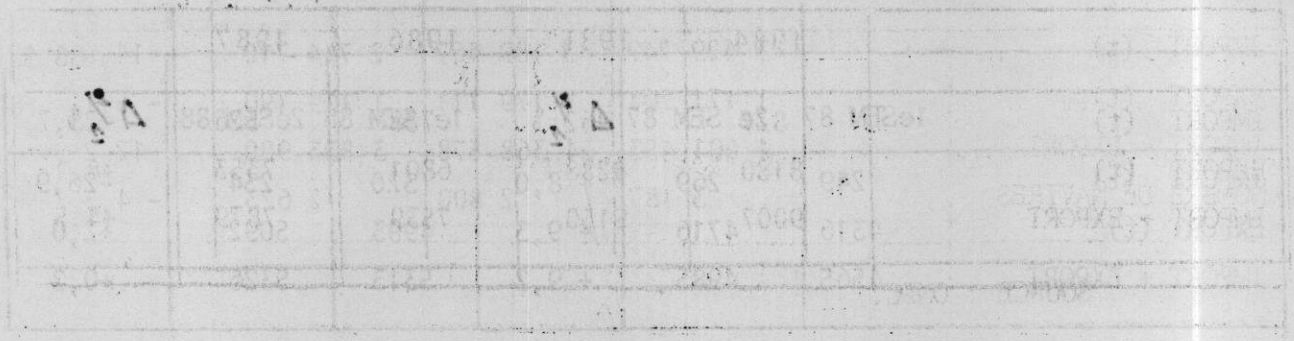
SOURCE : ATC

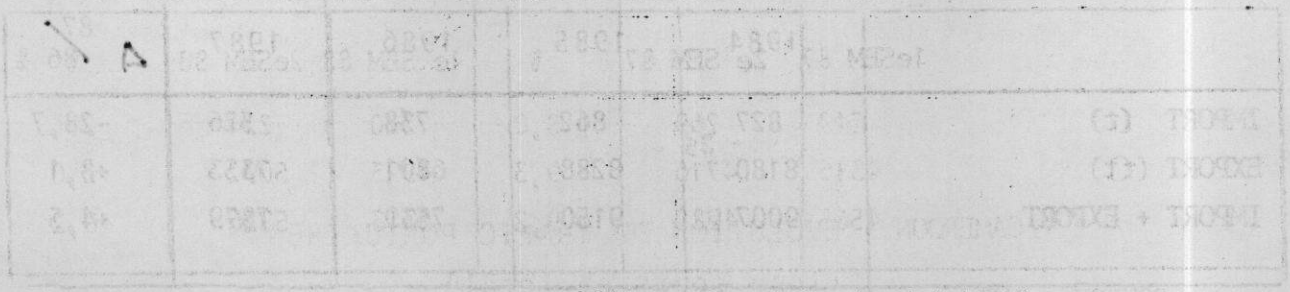
Tableau 14 c - GABON - EVOLUTION TRAFIC PORTUAIRE T = 1000

	1984	1985	1986	1987	Δ 87/86 %
IMPORT (t)	827	862	738	526	-28,7
EXPORT (t)	8180	8288	6801	7353	+8,1
IMPORT + EXPORT	9007	9150	7539	7879	+4,5









II. LES TENDANCES MACRO-ECONOMIQUES

93. Les grandeurs macro-économiques auxquelles nous aurons recours sont arbitrairement limitées au PIB, à la masse monétaire, à la balance des paiements et à un groupe d'indicateurs conjoncturels sensibles, les prix, les salaires et l'emploi.

1. Le PIB

94. L'évolution du PIB nous conduit à l'analyse du taux de croissance du PIB, de la décomposition sectorielle du PIB, de l'évolution de la demande intérieure et du niveau d'inflation.

a) Le taux de croissance du PIB. Cf Tableau 15.

95. Si l'on admet une agrégation des taux au niveau sous-régional on peut retenir sur la base d'une période de 5 ans que le taux de croissance moyen du PIB au niveau sous-régional s'élève à (+ 0,6 %) entre 1984 et 1988. Cependant cette observation renferme des éléments extrêmement disparates.

i) La période 1984-85 a connu des taux relativement élevés grâce au Cameroun et au Tchad. Les cours des produits de base, cacao, café sont encore élevés et le Tchad connaît grâce entre autre à une bonne pluviométrie un début de reprise économique.

ii) Au cours des années 1985-1986 et 1986-1987, le taux de croissance du PIB s'est effrondré au point de devenir négatif. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse, la réduction de la valeur ajoutée de la branche pétrolière liée à une contraction de la valeur de la production plus forte que la baisse des consommations intermédiaires, dans un contexte de ralentissement général de l'activité économique, baisse de la valeur ajoutée des administrations du fait des mesures liées aux programmes d'ajustement structurel.

iii) Les tendances observées entre 1985 et 1987 vont encore se poursuivre entre 1988 et 1989 car il est encore trop tôt pour que les programmes de redressement économique et financier élaborés dans les différents pays de la sous-région portent des fruits.

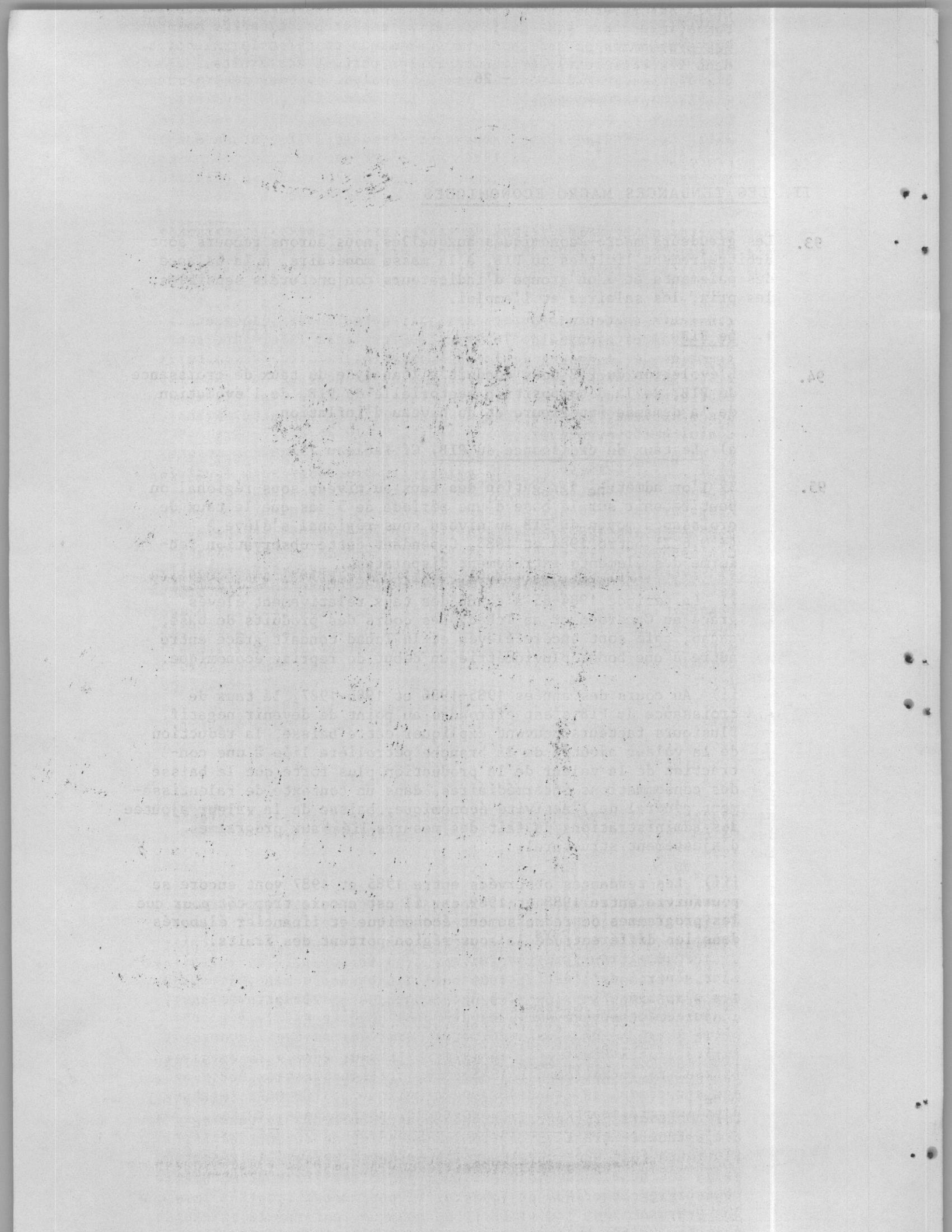


Tableau 15 - Taux de croissance, du PIB en % (prix courants).

	1985/84	1986/85	1987/86	1988/87
CAMEROUN	20,2	7,7	-3,2	-5,9
CENTRAFRIQUE	13,3	4,7	-2,1	2,8
CONGO	1,3	-30,6	-2,6	-2,8
GABON	7,2	-28,7	-14,3	-2,5
GUINEE EQUATORIALE		4,5	5,5	6,2
TCHAD	15,6	-19,3	-7,3	27,5
MOYENNE S/R	+15,5	-10,3	-4,0	+4,2

SOURCE MULPOC.

b) La décomposition sectorielle du PIB. Cf Tableau 16.

96. La décomposition du PIB des différents pays de la sous-région est dominée par le secteur primaire - agriculture et industries extractives - et le secteur tertiaire - commerce, transports, services - qui interviennent respectivement pour(37 %) et pour (33 %). Cette structure a très peu varié globalement. Les variations sont peu significatives dans la mesure où elles procèdent non pas des modifications structurelles des économies mais de phénomènes conjoncturels.

Tableau 16 a - CAMEROUN - DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN %

	1985	1986	1987	1988	VARIATIONS 88/85	VARIATIONS 88/87
AGRICULTURE - ELEVAGE - PECHE	18,4	19,8	22,3	23,7	21,2	28,8
EXPLOITATION FORESTIERE	2,2	2,1	2,1	1,6	-27,3	
INDUSTRIES EXTRACTIVES	16,4	12,2	8,9	9,3	-43,3	4,4
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	11,0	12,4	13,4	13,8	25,5	3,0
ELECTRICITE - EAU - GAZ	1,1	1,2	1,2	1,4	27,8	16,7
B. T. P.	5,9	6,7	5,5	4,6	-22,0	-31,3
SERVICES	32,9	34,1	33,4	31,9	-3,0	-4,5
ADMINISTRATIONS + S/C DOM.	7,6	8,3	9,9	10,5	38,1	6,1
DROITS ET TAXES SUR	4,5	3,2	3,3	3,2	-28,9	-3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0		

SOURCE - MULPOC

Tableau 16 b - CENTRAFRIQUE - DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN

	1984	1985	1986	1987	VARIATIONS 87/84	VARIATIONS 87/86
AGRICULTURE	14,3	14,3	16,3	15,6	9,1	-4,3
ELEVAGE	13,1	13,2	12,8	13,5	2,3	5,5
AUTRES	10,2	9,6	9,3	9,8	-3,9	5,4
INDUSTRIES	7,8	7,7	6,4	5,8	-25,6	-9,4
MINES	2,7	2,6	2,5	2,6	-3,7	4,0
CONSTRUCTION + TRAVAUX PUBLICS	2,7	2,3	2,2	2,1	-22,2	-4,5
ADMINISTRATION + SERVICES, PR.	42,4	43,2	43,9	44,8	5,7	2,0
DROITS + TAXES DIVERS	6,7	7,1	6,6	5,8	-13,4	-12,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0		

SOURCE : MULPOC.

Tableau 16 c. CONGO - DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN %.

	1986	1987	1988	VARIATIONS 88/86	VARIATIONS 88/87
AGRICULTURE	9,1	9,6	10,4	14,3	8,3
PETROLE	15,5	22,4	17,8	14,8	-20,5
FILIERE BOIS	3,9	3,3	4,7	20,5	42,4
INDUSTRIE	10,1	9,4	9,4	-6,9	-0
B T P	6,1	3,4	2,6	-57,4	-23,5
SERVICE - COMMERCE	34,9	32,6	35,1	0,6	7,7
ADMINISTRATIONS	16,1	15,1	15,6	-3,1	3,3
DROITS & PAYES/M	4,3	4,2	4,4	2,3	4,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0		

- SOURCE MULPOC.

Tableau 16 d - GABON - DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN %.

	1984	1985	1986	1987	VARIATIONS 87/84	VARIATIONS 87/86
PETROLE	48,1	44,6	18,7	24,6	-48,8	31,5
AGRICULTURE - ELEVAGE - PECH.	4,2	4,3	7,4	8,7	107,1	17,6
EXPLOITATION FORESTIERE	1,0	0,9	1,6	2,3	130,0	43,7
MINES & CARRIERES	3,6	3,2	3,6	3,8	5,5	5,5
INDUSTRIE DU BOIS	0,7	0,5	1,2	0,9	28,6	-25,0
RAFFINAGE	0,5	0,9	1,2	2,3	360,0	91,7
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	2,5	2,3	5,2	4,1	64,0	-21,1
B T P	6,6	7,6	11,8	5,4	-18,2	-54,2
ELECTRICITE - EAU - GAZ	1,5	1,6	2,6	2,7	80,0	3,8
SERVICES	16,6	18,0	24,2	23,0	38,5	4,9
ADMINISTRATIONS & IND. FI.	9,1	9,7	14,2	15,1	65,9	6,3
DROITS & TAXES/M	5,6	6,4	8,3	7,1	26,8	-14,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0		

SOURCE : MULPOC.

Tableau 16 e - GUINEE EQUATORIALE - DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN

	1985	1986	1987	VARIATIONS 86/85	VARIATIONS 87/86
AGRICULTURE	52,4	48,3	48,1	-7,8	-0,4
BOIS	5,1	6,6	7,9	29,4	19,7
PECHE	2,5	2,3	2,3	-8,0	0
INDUSTRIE MANUFACTURIERE	1,5	1,6	1,8	6,6	12,5
ELECTRICITE	1,2	2,1	1,6	75,0	-23,8
CONSTRUCTION	5,4	8,0	7,2	48,1	-10,0
COMMERCE ET SERVICES	7,0	8,6	8,7	22,8	11,6
TRANSPORT & COMMUNICATION	1,7	1,6	1,8	-5,9	12,5
INSTITUTIONS FINANCIERES	1,8	1,8	1,9	0	5,5
ADMINISTRATION PUBLIQUE	14,1	12,8	13,0	-9,2	1,6
AUTRES SERVICES	1,2	1,2	1,2	0	0
D T I	6,1	5,1	4,5	-16,4	-11,8
TOTAL	100,0	100,0	100;0	-	-

SOURCE : MULPOC.

Tableau 16 f - TCHAD - DECOMPOSITION SECTORIELLE DU PIB EN %.

					VARIATIONS	
	1985	1986	1987	1988	88/85	88/87
AGRICULTURE	30,8	18,9	19,8	28,4	-7,8	43,4
ELEVAGE	11,8	18,1	16,9	12,1	2,5	-28,4
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	15,3	17,1	16,4	15,6	2,0	-4,9
B T P	1,0	1,2	1,3	1,2	20,0	-7,7
MINES	0,2	0,3	0,3	0,2	0	-33,3
ELECTRICITE & EAU	0,5	0,6	0,7	0,6	20,0	-16,7
SERVICES	30,9	32,9	31,4	29,8	-3,5	-5,1
ADMINISTRATIONS	5,4	6,8	8,1	6,6	22,2	-18,5
IMPOTS EN DIRECTS	4,1	4,1	5,1	5,5	34,1	7,8
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0		

SOURCE : MULPOC.

c) c) La demande intérieure cf. Tableau 17.

97. L'évolution de la demande intérieure : consommation plus investissement est très fortement contrastée d'abord au niveau de la sous-région ensuite au niveau de chaque pays. On peut globalement retenir que par rapport à l'année 1985, la demande intérieure accuse en 1988 un taux d'accroissement moindre. Ce ralentissement du rythme de croissance de la demande intérieure est imputable d'une part à l'investissement qui a fortement baissé pendant cette période et d'autre part à une faible augmentation de la consommation entre 1985 et 1988.

98. Le taux d'investissement a particulièrement baissé dans la plupart des pays principalement dans les pays pétroliers pour deux raisons principales, la faiblesse des investissements directs privés, les difficultés de trésorerie des pouvoirs publics.

d) L'inflation

99. L'analyse de l'indice implicite du PIB permet de mesurer le niveau d'inflation. Un seul exemple est disponible, celui du CAMEROUN. L'analyse de l'évolution de l'indice montre que l'inflation qui avait commencé à fléchir en 1984/1985 continue à baisser en 1985/1986. Ainsi, le taux d'inflation qui était de 10,3 % en 1984/1985 n'atteint plus que 0,5 % en 1985/1986. Cette baisse peut s'expliquer par le fait que les prix ont tendance à se stabiliser.

Tableau 17 - EVOLUTION DE LA DEMANDE INTERIEURE EN %

	1985			1986			1987			1988 (1		
	Di	C	I	Di	C	I	Di	C	I	Di	C	
CAMEROUN	19,8	21,5	15,2	9,2	12,2	0,2	6,0	6,6	4,1	6,0	6,6	
R C A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CONGO	6,2	9,1	0,9	-12,3	-0,1	-36,4	-9,4	-7,0	-16,8	-1,1	1,2	-
GABON	17,8	12,9	25,2	-2,5	1,3	-7,8	-22,2	-10,7	-39,5	-4,1	-1,2	-10
GUINEE EQUATORIALE		-	-	10,1	7,3	26,5	1,9	-4,4	33,2	-	-	
TCHAD	36,4	34,4	74,7	-17,6	-18,1	-11,3	-7,8	-0,9	5,5	18,9	19,4	1

(1) Projections.

SOURCE : MULPOC.

2. LE BUDGET DE L'ETAT

100. Les tendances concernant le budget feront l'objet d'une analyse à travers trois paramètres, le taux de croissance global, la structure du budget, les déséquilibres financiers.

a) Le taux de croissance du budget (1)

Tableau 18 - Taux de croissance du budget en %

	1985	1986	1987	1988	1989
CAMEROUN	19,3	18,0	-18,7	-18,3	-8,3
CENTRAFRIQUE	5,6	-3,8	- 5,0	- 1,6	
	-7,6	+9,5	-52,8	-31,8	
	7,6	-20,7	-28,4	- 9,7	10,1
GUINEE EQUATORIALE		-22,8	11,8		
TCHAD	16,8	-16,8	9,7	27,2	14,3

(1) Il s'agit de budget primitif.

SOURCE : MULPOC.

101. Globalement le taux de croissance du budget a été négatif dans la sous-région entre 1984-1989 principalement du fait de la baisse des recettes des pays producteurs de pétrole. Ce phénomène a été surtout ressenti en 1987. Cependant en 1988 et surtout en 1989 on constate un ralentissement de la baisse et une certaine reprise des taux de croissance positifs mais à des niveaux inférieurs à la période 1980-1984. Cette baisse globale très sensible a entrainé l'application de mesures drastiques de gestion dans la plupart des pays.

b) La structure du budget

102. Nous analyserons successivement la structure du point de vue des recettes et la structure du point de vue des dépenses.

- Les recettes cf. tableau 19.

103. La structure des recettes se décompose synthétiquement en recettes fiscales et recettes non fiscales et diverses. Globalement les recettes fiscales ont vu leur part relative dans le budget baisser alors que la part des recettes non fiscales et diverses s'améliorait. Cette évolution s'explique par le fait qu'en période de crise la capacité contributive des entités imposables, entreprises, ménages, s'étiole et l'Etat se trouve dans l'obligation de chercher d'autres sources de revenus, recettes domaniales, emprunts etc...

ii) Les dépenses cf. Tableau 20.

104. Les dépenses publiques se décomposent synthétiquement en deux catégories, les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

105. Si globalement les dépenses de fonctionnement représentent la part la plus importante des dépenses publiques, cette part tend à décroître en moyenne pour l'ensemble des pays de la sous-région. On observe cependant quelques augmentations nationales en 1987 et 1988 (CONGO - GABON). Cette situation n'est qu'apparente en effet face à une baisse drastique des revenus d'exportation, les dépenses de fonctionnement que l'on ne peut compresser indéfiniment semblent élevées en valeur relative mais leur rationalisation ajoutée à une amélioration des rentrées des recettes tend à les stabiliser en 1989 à un niveau moyen inférieur à celui de 1985.

c) Les déséquilibres financiers cf. Tableau 21.

i) Les déséquilibres financiers structurels.

106. Ces déséquilibres apparaissent dans la première partie du Tableau 21 et concernent trois pays. CENTRAFRIQUE - GUINEE EQUATORIALE et TCHAD. Cette situation procède d'une série de facteurs entre autres la désarticulation du système productif et l'enclavement. En outre compte tenu de la situation critique dans laquelle se trouvent actuellement les finances publiques, avec de nombreuses restrictions à l'augmentation des recettes et de fortes rigidités quant au niveau et à la composition des dépenses, il est à craindre de la nécessité d'introduire des mesures de redressement plus sévères pour équilibrer les comptes publics.

ii) Les déséquilibres conjoncturels.

107. La situation qui prévaut dans les 3 autres pays CAMEROUN - CONGO et GABON présente certaines similitudes.

108. L'équilibre budgétaire s'est maintenu tant que les cours des produits d'exportation café, cacao, pétrole étaient rénumérateurs, approximativement jusqu'en 1984. Les premiers déséquilibres conjoncturels apparaissent en 1985 et en 1986 la situation devient réellement préoccupante au point que les gouvernements des pays concernés étaient tenus de prendre des mesures de rigueur sur lesquelles nous reviendrons dans la dernière partie de cette étude.

Tableau 19 - STRUCTURE DES RECETTES en %.

	1985		1986		1987		1988		198
	RF1)	RNF 2)	RF	RNF	RF	RNF	RF	RNF	RF
CAMEROUN	71,4	28,6	68,9	31,1	71,2	28,8	66,9	33,1	66,9
CENTRAFRIQUE	90,2	9,8	92,5	7,5	87,9	12,1	45,0	55,0	43,5
CONGO	53,9	46,1	49,7	50,3	52,0	48,0	29,6	70,4	
GABON	63,5	36,5	76,4	23,6	57,6	42,4	57,1	42,9	51,4
GUINEE EQUATORIALE 3)	67,8	32,2	87,7	12,3	75,6	24,4	77,1	22,9	79,1
TCHAD	74,6	25,4	77,5	22,5	70,8	29,2	75,3	24,7	76,9
MOYENNE	70,2	29,8	75,4	24,6	69,2	30,8	58,5	41,5	63,6

SOURCE MULPOC.

1) Recettes fiscales
2) Recettes non fiscales et diverses
3) Projections en 1988-1989.

Tableau 20/ - STRUCTURE DES DEPENSES EN %.

	1985		1986		1987		1988		1989	
	F F 1	E 2	F	E	F	E	F	E	F	E
CAMEROUN	64,5	35,5	58,1	41,9	57,5	42,5	61,5	38,5	53,3	46,7
CENTRAFRIQUE	65,8	34,2	66,7	33,3	91,6	8,4	40,9	59,1	42,2	57,8
CONGO	71,0	29,0	73,0	27,0	80,4	19,6	88,8	11,2		
GABON	50,9	49,1	55,5	44,5	72,2	27,8	74,5	25,5	52,5	47,5
GUINEE EQUATORIALE 3	79,5	20,5	94,5	5,5	73,5	26,5	77,0	23,0	70,9	29,1
TCHAD	38,6	61,4	54,0	46,0	58,2	41,8	49,9	50,1	66,3	33,7
MOYENNE	61,7	38,3	67,0	33,0	72,2	27,8	65,4	34,6	57,0	43,0

SOURCE MULPOC.

1) Fonctionnement
2) Equipement
3) Projections en 1988-1989.

Tableau 21 - LES DESEQUILIBRES FINANCIERS en %
DES RECETTES TOTALES.

	198.	1984	1985	1986	1987	1988	1989
CENTRAFRIQUE	-78,6	-63,8	-94,5	-105,0	-106,0	-97,1	
GUINEE EQUAT. 1)	-12,2	+9,9	-50,2	-46,2	-52,8	-45,2	-35,5
TCHAD	-50,2	-28,4	-16,9	-40,9	-42,3	-25,0	-39,2
CAMEROUN		+0,3	+0,3	-0,3	-3,0		
CONGO							
GABON		+1,6	+1,7	-34,8	-35,6	-33,2	

1) Projections 1988 - 1989.

SOURCE : MULPOC.

3. LA MONNAIE ET LE CREDIT.

109. La situation qui a prévalu à partir de 1986 et qui devait entrainer une accumulation des arriérés de paiements intérieurs est à la base de réduction de la liquidité des banques et des difficultés du système monétaire dans la sous-région. Aussi deux points devront retenir notre attention dans ce chapitre à savoir : l'évolution de la situation monétaire et l'évolution de la politique monétaire.

a) L'évolution de la situation monétaire

110. Dans une approche consolidée des agrégats monétaires (Banque Centrale, Banques commerciales et développement, CCP) on peut constater dans une première approximation :

Au niveau des opérations génératrices de l'émission :

- une contraction des crédits à l'économie ;
- la position débitrice des Etats vis à vis du système monétaire ;
- une baisse des avoirs extérieurs.

Au niveau des ressources du système monétaire :

- la diminution des disponibilités monétaires ;
- la contraction de la quasi-monnaie ;
- la baisse des ressources extra-monétaires.

Cependant une analyse plus fine de l'évolution de certains agrégats monétaires au niveau national s'avère indispensable.

i) la masse monétaire.

CAMEROUN

111. Entre le 31/12/87 et le 31/12/88 la masse monétaire a connu une hausse de (+ 2,9%). Le phénomène constitue une reprise après une baisse qui a commencée au 31/12/86 et s'est poursuivie jusqu'au 30/9/88. Cette hausse liée essentiellement à la quasi-monnaie est malgré tout annonciatrice d'une réduction notable de la liquidité des banques.

112. Le taux de couverture des crédits par la quasi-monnaie est passé de(28,6 %) à(30,1%) ; le poids de la quasi-monnaie dans la masse monétaire est en hausse de(42,9 %) à(44,2%.)

113. Le taux de liquidité de l'économie qui est passé de 16,9 % à 18,2% entre 1987 et 1988 devrait baisser du fait de la très forte contraction des disponibilités monétaires.

CENTRAFRIQUE

114. Entre le 31/12/87 et le 31/1/88 la masse monétaire a baissé de (- 2,4%). Cette baisse est liée principalement à celle des disponibilités monétaires (-5,8%) alors que la quasi-monnaie augmente de (+ 26,1%).

115. Le taux de couverture des crédits par la quasi-monnaie est passé de(22,8%)à(26,7%)et le poids de la quasi-monnaie dans la masse monétaire de(10,8%) à(13,6%).

116. Le taux de liquidité de l'économie est resté à peu près stable depuis deux ans,(19,0%)en 1987 et(18,7%)en 1988.

CONGO

117. Entre le 31/12/87 et le 31/12/88 la masse monétaire a baissé de (-0,6%). Cette diminution s'explique par la chute des✓(-7,2%) malgré la hausse de la quasi-monnaie (+ 17,9%).

118. Le taux de couverture des crédits par la quasi-monnaie est passé de 19,3% à 24,3% et le poids de la quasi-monnaie dans la masse monétaire de 26,1% à 30,9%.

119. Le taux de liquidité de l'économie est resté à peu près stable depuis deux ans, 21,1% en 1987 et 21,5% en 1988.

GABON

120. Au 31/12/88 la masse monétaire a atteint 248,4 milliards de FCFA contre 239,5 au 31/12/87 soit une hausse de 8,9 milliards (+ 3,7%). Cette hausse est due à une expansion des disponibilités monétaires (+ 9,1 %), malgré la baisse de la quasi-monnaie(-3,2%).

121. Le taux de couverture des crédits par la quasi-monnaie est passé de 36,0 % à 40,0% ; le poids de la quasi-monnaie dans la masse monétaire représente 44,0 % au 31/12/87 contre 41,1% au 31/12/88.

122. Le taux de liquidité de l'économie est à peu près constant entre 1987 et 1988, 23,8% contre 24,1%

GUINEE EQUATORIALE

123. Au 31/12/88 la masse monétaire est ramenée à 6,4 milliards contre 9,4 au 31/12/87 soit une baisse de 2,3 milliards (-31,9%). Cette situation s'explique par la très forte chute des disponibilités monétaires (- 34,6%).

✓ disponibilités monétaires.

124. Le taux de couverture des crédits par la quasi-monnaie est passé de (+ 5,3%) à (+6,9%) ; le poids de la quasi-monnaie dans la masse monétaire s'élève à 4,2% au 31/12/87 contre 6,7% au 31/12/88.

125. Le taux de liquidité de l'économie est en baisse d'environ 11 points entre Décembre 1987 et Décembre 1988 (30,2% contre 19,5%).

TCHAD

126. La masse monétaire entre le 31/12/87 et le 31/12/88 baisse de (-8,5%).

127. Le taux de couverture des crédits par la quasi-monnaie se situe à 5,9 % au 31/12/88 contre 6,4% au 31/12/87 ; par contre le poids de la quasi-monnaie est demeuré stable pendant les deux années 6,3 % en 1987 et 6,3% en 1988.

128. Le taux de liquidité de l'économie a baissé entre 1987 et 1988 en passant de 31,1% à 22,3%.

ii) Les avoirs extérieurs nets.

129. Pour l'ensemble de la zone les avoirs extérieurs nets sont passés d'un solde débiteur d'environ 78 milliards au 31/12/87 à une position créditrice de 31 milliards 12 mois plus tard ; ce redressement étant dû en partie à l'allègement de l'endettement des trésors nationaux envers le système monétaire. Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs s'est sensiblement redressé en s'établissant à 21 % au 31/1/89 contre 14% il y a un an.

iii) Les crédits à l'économie.

130. Entre Décembre 1987 et Décembre 1988, l'évolution des crédits a varié selon les pays : en hausse, CAMEROUN (0,9%).

- CENTRAFRIQUE (4,4%) ; en baisse CONGO (-6,2%)- GABON (-12,9%) - GUINEE EQUATORIALE (-4,0%) - TCHAD (-1,6%). Cette regression s'explique par la baisse des concours au secteur privé, en particulier des crédits à moyen terme du fait de la situation difficile des banques commerciales.

iv) Les crédits à l'Etat.

131. La position débitrice de l'Etat vis à vis du système monétaire observée depuis de nombreuses années sauf au CAMEROUN et au TCHAD, se renforce en règle générale. En l'espace d'un an le déficit de l'Etat envers le système bancaire s'élève à :

Tableau 22 a - CAMEROUN - SITUATION MONETAIRE EN MILLIONS DE F CFA

FIN DE PERIODES	CREDIT A L'ECONOMIE	CREDIT A L'ETAT	S/T CREDIT INTERIEUR	AVOIRS EXTERIEURS	TOTAL CONTRE PARTIES
1985	878 287	- 42 665	835 622	+ 104 619	940 241
1986	986 212	- 10 458	996 670	- 71 175	925 495
1987	1 014 556	- 75 612	938 944	- 202 637	736 307
1988 1)	1 023 928	-151 545	872 383	- 111 630	760 753
1989 1)	1 032 136	-164 495	867 641	101 199	766 442

FIN DE PERIODES	DISPONIBILITES MONETAIRES	QUASI-MONNAIE	MASSE MONETAIRE	RESSOURCES EXTRA-MONETAIRES	TOTAL RESSOURCES
1985	426 684	437 838	864 522	75 719	940 241
1986	447 711	383 069	830 780	94 715	925 495
1987	387 014	290 706	677 720	58 587	736 307
1988 1)	389 103	308 523	697 626	63 127	760 753
1989 1)	379 147	314 941	694 088	72 354	766 442

1) Chiffres provisoires.

SCURCE : BEAC.

Tableau 22 b - CENTRAFRIQUE - SITUATION MONETAIRE en millions de FCFA.

FIN DE PERIODES	CREDIT A L'ECONOMIE	CREDIT A L'ETAT	S/T CREDIT INTERIEUR	AVOIRS EXTERIEURS NETS	TOTAL CONTREPARTIES
1985	35 032	+ 15 658	50 690	+ 12 066	62 756
1986	31 970	+ 20 078	52 048	+ 13 830	65 878
1987	29 457	+ 19 166	48 623	+ 17 657	66 280
1988 1)	30 703	+ 16 180	46 883	+ 18 411	65 294
1989 1)	30 717	+ 17 998	48 715	+ 20 151	68 866

FIN DE PERIODES	DISPONIBILITES MONETAIRES	QUASI-MONNAIE	MASSE MONETAIRE	RESSOURCES EXTRA-MONET	TOTAL RESSOURCES
1985	51 535	5 009	56 545	6 211	62 756
1986	52 688	6 170	58 858	7 020	65 878
1987	55 272	6 477	61 749	4 531	66 280
1988 1)	52 087	8 166	60 253	5 041	65 294
1989 1)	55 277	8 017	62 294	6 572	68 866

1) Chiffres provisoires.

SOURCE : B E A C.

Tableau 22 c. CONGO - SITUATION MONETAIRE - en millions de FCFA

FIN DE PERIODES	CREDIT A L'ECONOMIE	CREDIT A L'ETAT	S/T CREDIT INTERIEUR	AVOIRS EXTE-RIEURS NETS	TOTAL CONTRE
1985	201 244	+ 31 626	232 870	-60 523	172
1986	202 880	+ 35 784	238 664	-77 071	161
1987	186 914	+ 31 431	218 345	-42 328	176
1988 1)	175 383	+ 50 216	225 599	-42 745	182
1989 1)	183 110	+ 48 527	231 637	-45 069	186

FIN DE PERIODES	DISPONIBILITES MONETAIRES	QUASI MONNAIE	MASSE MONE-TAIRE	RESSOURCES EX-TRA-MONETAIRES	TOTAL RESSO
1985	111 865	35 621	147 486	24 861	172
1986	98 200	32 986	131 186	30 407	161
1987	102 335	36 129	138 464	37 553	176
1988 1)	95 007	42 611	137 618	45 523	182
1989 1)	92 135	45 224	137 359	49 209	186

1) Chiffres provisoires.

SOURCE : B E A C.

Tableau 22 d - GABON - SITUATION MONETAIRE - EN MILLIONS DE F CFA

FIN DE PERIODE	CREDIT A L'ECONOMIE	CREDIT A L'ETAT	S/T CREDIT INTERIEUR	AVOIRS EXTERIEURS NETS	TOTAL CONTREPAR
1985	303 355	+ 10 052	313 407	+ 42 170	355 5
1986	336 333	+ 33 017	369 350	- 8 170	361 1
1987	293 326	+103 266	396 542	- 57 360	339 2
1988 1)	255 422	+136 022	391 444	- 56 851	334 5
1989 1)	276 862	+130 197	407 059	- 61 316	345 7

FIN DE PERIODES	DISPONIBILITES MONETAIRES	QUASI - MONNAIE	MASSE MONETAIRE	RESSOURCES EXTRA-MON.	TOTAL RESSOURC
1985	176 248	129 414	305 662	49 915	355 5
1986	157 094	122 509	279 603	81 577	361 1
1987	134 068	105 463	239 531	99 701	339 2
1988 1)	146 264	102 110	248 374	86 219	334 5
1989 1)	133 510	106 309	239 819	105 924	345 7

1) Chiffres provisoires

SOURCE : B E A C.

Tableau 22 e - GUINEE EQUATORIALE - SITUATION MONETAIRE - EN MILLIONS DE F CFA

FIN DE PERIODES	CREDIT A L'ECONOMIE	CREDIT A L'ETAT	S/T CREDIT INTERIEUR	AVOIRS EXTERIEURS NETS	TOTAL CONTREPARTIES
1985	6 528	+ 4 933	11 461	- 4 518	6 943
1986	8 371	+ 3 905	12 276	- 1 923	10 353
1987	7 516	+ 3 813	11 329	- 3 941	7 388
1988 1)	7 194	+ 4 096	11 290	- 5 194	6 096
1989 1)	7 237	+ 4 955	12 192	- 4 591	7 601

FIN DE PERIODES	DISPONIBILITES MONETAIRES	QUASI-MONNAIE	MASSE MONETAIRE	RESSOURCES EXTRA-MONET.	TOTAL RESSOURCES
1985	8 047	925	8 972	-2 029	6 943
1986	11 151	645	11 796	-1 443	10 353
1987	9 004	430	9 434	-2 046	7 388
1988 1)	5 887	557	6 444	- 348	6 096
1989 1)	6 089	570	6 659	+ 942	7 601

1) Chiffres provisoires

SOURCE : B E A C.

Tableau 22 f - TCHAD - SITUATION MONETAIRE EN MILLIONS DE F CFA

FIN DE PERIODES	CREDIT A L'ECONOMIE	CREDIT A L'ETAT	S/T CREDIT INTERIEUR	AVOIRS EXTE-RIEURS NETS	TOTAL CONTREPAR
1985	64 950	+ 2 578	67 528	+ 15 445	82 9
1986	75 004	+ 6 857	81 861	+ 4 551	86 4
1987	74 174	+ 3 704	77 878	+ 7 314	85 1
1988 1)	72 994	- 1 527	71 467	+ 12 466	83 9
1989 1)	72 482	- 3 817	68 665	+ 16 419	85 0

FIN DE PERIODES	DISPONIBILITES MONETAIRES	QUASI-MONNAIE	MASSE MONETAIRE	RESSOURCES EX-TRA-MONETAIRES	TOTAL RESSOURCE
1985	68 344	3 554	71 898	11 075	82 97
1986	68 137	3 576	72 713	13 699	86 41
1987	70 596	4 785	75 381	9 811	85 19
1988 1)	64 608	4 347	68 955	14 978	83 93
1989 1)	64 238	4 781	69 019	16 065	85 08

1) Chiffres provisoires

SOURCE : B E A C.

- RCA, 15,6 % contre 4,5% l'année précédente ;
- CONGO, 59,8% contre 12,2%
- GABON, 31,7% contre 212,8%
- GUINEE EQUATORIALE, 7,4 % contre 2,3%.

132. On peut retenir que la progression des crédits à l'Etat comporte en règle générale la diminution des crédits à l'économie.

133. La position de l'Etat Camerounais est toujours demeurée créditrice à l'égard du système monétaire depuis 1980. Par contre au Tchad la position créditrice n'est apparue qu'en 1988.

b) L'évolution de la politique monétaire

134. i) L'on a pu observer un redressement de la situation monétaire entre 31 Décembre 1987 et le 31 Décembre 1988 ; ce redressement demeure néanmoins fragile. Aussi les autorités monétaires ont-elles décidé de maintenir le dispositif de redressement mis en place en Janvier et en Octobre 1988 et de continuer à observer attentivement l'évolution de la situation monétaire, dont certains agrégats sont encore loin d'être satisfaisants.

135. ii) Du fait de la progression des encours de refinancement que la Banque Centrale porte sur certaines banques primaires en difficulté grave, les autorités monétaires ont décidé de mettre un terme à cette progression. Les interventions de l'Institut d'Emission en faveur de ces établissements seront déterminées en tenant compte des mesures de restructuration qu'ils auront eux-mêmes mises en oeuvre.

136. En outre une politique complémentaire a été introduite par le biais des deux outils principeux, le contrôle des avoirs intérieurs nets et l'action sur les taux d'intérêt.

iii) L'encadrement du crédit.

137. Les avoirs intérieurs nets se définissent comme le crédit intérieur (crédit à l'Etat + crédit au secteur privé) déduction faite des autres postes du passif du bilan des banques. Les planfonds de crédits à l'économie sont déterminés par déduction des avoirs intérieurs nets, des besoins de financement de l'Etat. Cela permet aux banques de financer certains emplois par leurs fonds propres.

138. Les limites pour les avoirs intérieurs nets et le crédit à l'Etat constituent des critères de réalisation qui conditionnent la mise en place des concours du FMI.

Tableau 23 - AGREGATS MONETAIRES, en milliards F CFA.

	31/12/87						31/12/88					
	CAM.	RCA	CONG.	GAB.	G.E.	TCH.	CAM.	RCA	CONG.	GAB.	G.E.	
CREDIT A L'ECONOMIE (1)	1014,5	29,4	186,9	293,3	7,5	74,2	1023,9	30,7	175,3	255,4	7,2	
QUASI-MONNAIE (2)	290,7	6,7	36,1	105,5	0,4	4,7	308,5	8,2	42,6	102,1	0,5	
TAUX DE COUVERTURE (2/1)	28,6 %	22,8%	19,3%	36,0%	5,3%	6,4%	30,1%	26,7%	24,3%	40,0%	6,9%	
MASSE MONETAIRE (3)	677,7	61,7	138,5	239,5	9,4	75,3	697,6	60,2	137,6	248,4	7,4	
RATIO (2/3)	42,9 %	10,8%	26,1%	44,0%	4,2%	6,3%	44,2%	13,6%	30,9%	41,1%	6,7%	
TAUX DE LIQUIDITE 3/PIB	16,9 %	19,0%	21,1%	23,8%	30,2%	31,1%	18,5%	18,7%	71,5%		19,5%	

SOURCE : MULPOC

iv) Les taux d'intérêt.

139. Les taux d'escompte ont souvent varié en hausse. La BEAC a été obligée de relever ses taux de réescompte d'un demi point à la suite de la dégradation des avoirs exrérieurs de l'ensemble de la zone d'émission.

140. Depuis le 1er Janvier 1988, le taux de réscompte normal de la BEAC est de 9%, le taux préférentiel des avances en compte courant et celui de réescompte à moyen terme consentis aux trésors nationaux est de 4,5%. Les autres taux préférentiels sont montés à 6% et les taux de pénalisation sont maintenus à 16%

141. Les taux de base débiteurs des banques commerciales sont dans une fourchette de 7 à 15 % et les taux de base créditeurs de 3,75 à 12%. La rémunération des dépôts à vue a été supprimée en Juillet 1985. Les dépôts d'épargnes sont actuellement rémunérés à 7,75%.

4. LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA DETTE EXTERIEURE

a) La balance des paiements

142. Bien que ne disposant pas de statistiques complètes en 1988 pour l'ensemble des pays de la sous-région, on peut retenir qu'un des faits frappants de l'exercice 1988 est la dégradation du commerce de la sous-région comme pour l'ensemble de l'Afrique avec le reste du monde.

143. En dépit de la diversité des situations nous avons tenu à privilégier ici une approche globale à partir d'une valeur moyenne pour les différents soldes.

i) Le solde de la balance globale des paiements est négatif depuis 1985 du fait de la dégradation de la balance des services à savoir principalement les dépenses de frêt, des intérêts et dividendes et de divers services privés liés en grande partie à la production pétrolière.

ii) Le solde des transactions courantes est négatif alors que la balance des marchandises est toujours positive. La première situation est liée au déficit de la balance des services en particulier dans les pays pétroliers et la seconde inhérente à la contraction des importations du fait de la crise économique. Produire mieux et moins cher, moderniser les structures, est un impératif brûlant pour les producteurs de cultures de rente de la sous-région d'autant plus que l'avenir agro-industriel en dépend.

iii) La balance des opérations en capital est restée positive depuis 1985. Cette situation serait justifiée par les entrées de capitaux bancaires à court terme favorisées par le rapatriement plus rapide des recettes d'exportation. Les entrées de capitaux d'origine publique à long terme ont compensé pour une grande partie les retraits du secteur privé.

144. La situation des échanges extérieur de la sous-région est préoccupante et il est difficile d'admettre qu'un renversement de la tendance est possible à court terme. En effet face à la concurrence du sud-est asiatique, qu'il s'agisse du cacao, du café ou du bois, on doit s'interroger sur la productivité en Afrique Centrale comme dans l'ensemble de l'Afrique Noire. Là où les paysans ivoiriens et camerounais récoltent en moyenne 300 à 350 Kg de cacao marchand à l'hectare, le Malais obtient jusqu'à six fois plus, en dépensant moins du double pour les engrais et les produits phytosanitaires. On mesure la "marge à la baisse" dont dispose l'Asie pour pénetrer les marchés extérieurs.

Tableau 24 - ELEMENTS GLOBAUX DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, en MILLIARDS DE F CFA.

	1985			1986			1987			198	
	SOLDE TC 1)	SOLDE OK 2)	B G 3)	SOLDE T C	SOLDE OK	B G	SOLDE T C	SOLDE OK	B G	SOLDE T C	SOLDE OK
CAMEROUN	-252,2	229,7	+27,4	-190,8	170,1	-28,6	-233,0	170,0	-140,9	-	-
R C A	- 21,8	-15,6	- 3,6	- 22,7	22,9	- 1,1	- 22,6	20,0	+ 4,4		
CONGO	- 72,5	16,3	-47,8	-208,0	53,6	-137,2	- 66,9	-38,1	-146,6	-94,4	- 2,0
GABON	- 73,0	73,8	-22,1	-366,2	283,5	-66,9	-135,0	109,7	- 40,5		
GUINEE EQUATORIALE	- 1,5	- 3,1	- 4,7	- 1,3	- 4,7	3,3	- 3,1	- 1,4	- 4,5	- 2,8	1,8
TCHAD	- 39,2	20,0	-10,4	- 20,5	10,1	- 7,2		3,6	- 0,1	-10,6	9,6
	- 76,7	58,7	-10,2	-134,9	90,8	-39,6	- 76,8	35,6	- 54,7		

SOURCE : MULPOC.

1) Transactions courantes
2) Opérations en capital
3) Balance globale.

b) La dette publique extérieure

145. La situation particulière de chaque pays malgré les regroupements globaux entre pays à revenu intermédiaire et pays les moins avancés, la spécificité et la diversité des situations nous incitent donc à une approche par pays dans la mesure où les statistiques sont disponibles.

i) CAMEROUN

146. L'encours de la dette extérieure publique a été évalué au 31 décembre 1988 à 1.228 milliards de F CFA soit 4.066 millions de dollars américains. Cette dette demeure dans sa plus grande partie composée de prêts bilatéraux (41 %). Les pays membres du Club de Paris avec 463 milliards de F CFA comptent pour 38 %.

147. Le service de la dette pour les 12 mois allant du 1er Avril 1989 au 31 Mars 1990 est estimé à 148,3 milliards de F CFA. La charge de la dette comprend notamment 56,7 % des créances éligibles au Club de Paris.

148. Les arriérés de paiements extérieurs ont été évalués au 31 Mars 1989 à 207 milliards de F CFA soit 676 millions de dollars américains. Ils se composent dans leur plus grande partie des prêts bilatéraux (50,1 %) - Les pays membres du Club de Paris avec 94,5 milliards de F CFA comptent pour 45,7 %.

149. Les efforts déployés par les pouvoirs publics depuis 1987/88 ont commencé à porter certains fruits. En effet, l'Etat a une meilleure maîtrise de ses dépenses. La structuration des entreprises publiques non financières et des banques en cours devrait évoluer favorablement vers une phase active de réalisation. Les réformes du secteur de production des produits de rente sont en bonne voie. Cependant la consolidation de ces acquis nécessite un soutien actif des créanciers du CAMEROUN.

ii) CONGO

150. Au fil des années le poids de la dette extérieure est devenu particulièrement élevé, passant de 1,6 milliards de dollars américains en 1980 à 4,6 milliards en 1987. Au 30 Septembre 1988, l'encours de la dette s'élevait à 950 milliards de F CFA dont 40 % provenant des créanciers français.

151. Le service de la dette est de même en forte augmentation. Celui-ci représentait, en 1980 8,8 % des exportations de biens et services, 32,5 % en 1985 et 40,4 % en 1986, exercice qui marque un sommet.

CAMEROUN

Tableau 25 -/ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE A LONG ET MOYEN TERME AU 31/12/88, EN MILLIARDS F CFA.

CATEGORIE	DIRECTE	AVALISEE	TOTAL
PRETS BELATERAUX	366,2	134,1	500,3
CREDITS COMMERCIAUX	198,6	18,3	216,9
PRETS MULTILATERAUX	329,4	86,8	416,2
CREDITS FOURNISSEURS N.A.1)	0 0,0	16,0	16,1
TOTAL GENERAL 1	894,3	255,2	1 149,4
ARRIERES	44,0		78,8
TOTAL GENERAL 2	938,3	255,2	1 228,3

1). NON ASSURES.

SOURCE : MINISTERE DES FINANCES.

CAMEROUN

Tableau 26 - /ENCOURS DES ARRIERES SUR LE SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE EN MILLIARDS DE F CFA.

	DIRECTE			AVALISEE			TOTAL		
	P 1)	i 2)	TOTAL	P	i	TOTAL	P	i	TO
PRETS BILATERAUX	26 6	28.7	55.3	30.1	18.3	48.4	56.7	47.1	10
CREDITS COMMERCIAUX	2.6	2.6	5.1	0.0	1.2	1.2	2.6	3.8	
PRETS MULTILATERAUX	3.9	5.6	9.5	0.9	0.4	1.3	4.8	6.0	
CREDITS FOURNISSEURS N.A. 3)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
TOTAL GENERAL 1	33.1	36.9	70.0	31.0	20.0	50.9	64.1	56.8	12
ARRIERES	44.0	0.0	44.0				78.8		
TOTAL GENERAL 2	77.1	36.9	114.0	31.0	20.0	50.9	142.9	56.8	19

1) PRINCIPAL

2) INTERET

3) NON ASSURE.

SOURCE : MINISTERE DES FINANCES.

152. Les remboursements prévus au titre de la dette extérieure publique se sont élevés à 52,3 milliards de F CFA. Les réglements effectués au 31 décembre 1988 ont été de 29, 4 milliards et ceux du deuxième semestre ont atteint 15,7 milliards dont 2,6 milliards au titre des arriérés. Avec la perspective d'importantes tranches réechelonnées le pays peut se retrouver dans l'incapacité de faire face au service de la dette en 1989 si un nouveau moratoire dans les conditions les plus favorables n'est pas accordé.

iii) GABON

153. Le service de la dette publique est estimé à 173,4 milliards en 1987 et diminue d'environ 4,9 % par rapport à 1986.

154. Les emprunts, restent toujours supérieurs au remboursements comme l'indique le tableau ci dessous.

Tableau 27 - GABON - DETTE PUBLIQUE EN MILLIARDS DE F CFA

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
EMPRUNT NET (-) OU REMBOURSEMENT NET	33,9	25,8	-40,2	-69,3	-49,4	-72,5

SOURCE : D G E.

155. L'encours de la dette publique en 1988 n'est pas disponible de même que le service de la dette. Sur la base d'un accord avec le FMI et la Banque Mondiale, le Gabon a obtenu une participation financière de ces deux institutions qui a été complétée pour 1988 par un accord sur le rééchelonnement de la dette éligible au Club de Paris pour 96,8 milliards de F CFA.

156. La dépréciation du prix du pétrole brut principal produit d'exportation, qui s'est établi au niveau moyen de 13,5 dollars américains de même que les perspectives à moyen terme peu encourageantes ont nécessité un nouvel accord, en cours des discussions avec la FMI afin de succéder au précédent qui devait arriver à échéance en 1988. Ce nouvel accord permettrait au Gabon de bénéficier d'un nouveau rééchelonnement de la dette publique qui s'avère encore nécessaire en 1989.

iv) GUINEE EQUATORIALE

157. La dette extérieure a augmenté de façon démesurée entre 1980 et 1983, passant de 57 millions de dollars en 1980 à près de 118 millions en 1983. Elle a moins augmenté depuis et, fin 1985, elle était estimée à 123 millions de dollars. A la mi-1983, le fardeau imposé par la dette extérieure à la balance des paiements et au budget public était déjà si lourd qu'il avait pratiquement mis le pays en cessation de paiements, retardant considérablement le versement du service de la dette. En Juin 1985, avant la réunion du Club de Paris en vue du rééchelonnement de la dette publique extérieure, la situation était critique : les arriérés cumulés au cours des trois années antérieures étaient estimés à 20 milliards de F CFA et l'encours de la dette à environ 40 milliards de F CFA. La situation d'endettement au 31/12/85 est présentée au tableau 28.

Tableau 28 - GUINEE EQUATORIALE ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE 12/85, EN MILLIONS DE F CFA.

DETTE EXTERIEURE TOTALE	43 050
DONT	
- F M I	2 826
- FONDS FIDUCIAIRE	1 766
- ARRIERES NON REECHELONNES (31/12/85)	634

SOURCE : MINISTERE DES FINANCES.

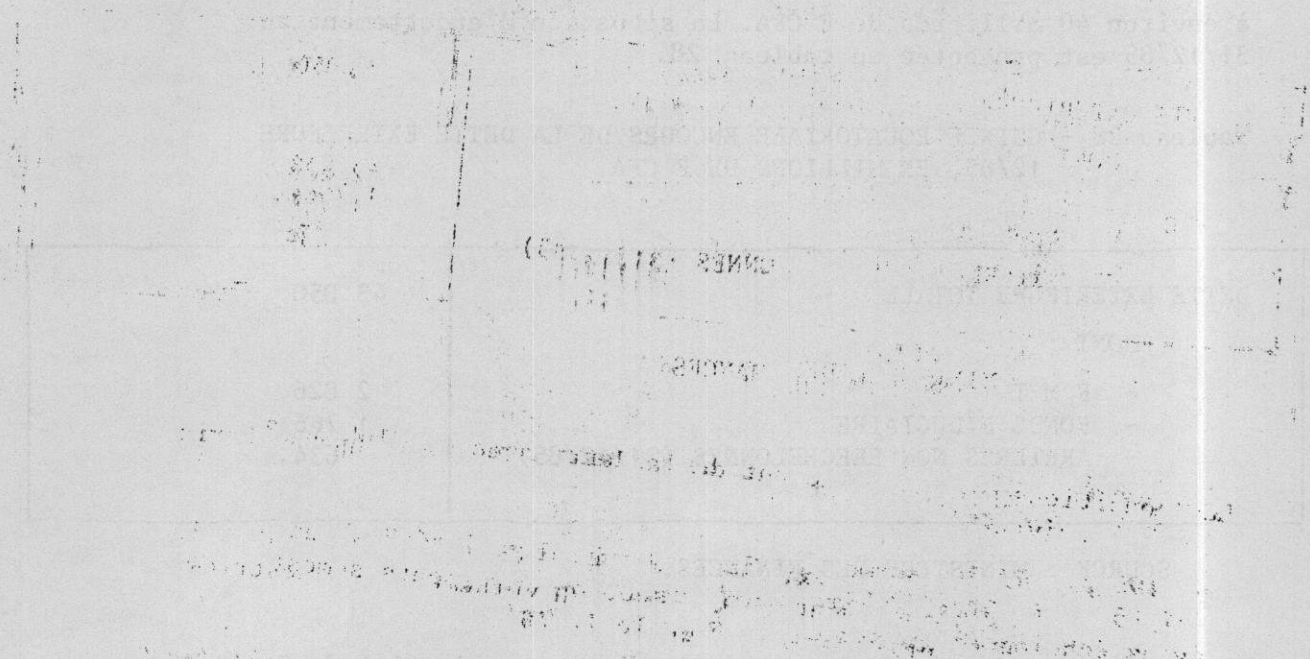
158. Les conditions de réaménagement de la dette avec le Club de Paris sont les suivantes :

- 100 p. 100 des sommes exigibles (capital et intérêts) entre le 1/1/85 et le 30/6/86 seront remboursées en versements semestriels égaux échelonnés entre le 1/1/91 et le 1/7/95 ;

- 95 p. 100 des sommes exigibles (capital et intérêts) au 31/12/84 serait remboursées en versements semestriels égaux aux mêmes échéances que ci-dessus ;

- Le solde de 5 p. 100 des sommes exigibles sera remboursé en versements égaux du 1/1/86 au 1/1/90.

En outre, en 1985 et 1986, le gouvernement a négocié le réaménagement de sa dette avec les autres créanciers bilatéraux et privés.



v) TCHAD

159. L'encours de la dette extérieure se chiffrait à 80 milliards de F CFA au 31/12/87. Le service de la dette se situe entre 2 et 4 milliards de F CFA chaque année dont une moitié est payée en intérêts et l'autre moitié en amortissement du principal.

160. L'encours et surtout le service de la dette (4,2 % et 6 % des recettes d'exportation respectivement en 1987 et 1988) restent à coup sûr les plus faibles en Afrique. Cette situation s'explique par le fait que les emprunts sont obtenus à des taux d'intérêts généralement concessionnels inférieurs à 2 % à cause de la situation d'économie de guerre qu'a connu le Tchad et de son caractère de PMA.

Tableau 29 DETTE EXTERIEURE DU TCHAD, EN MILLIARDS DE F CFA.

	ENCOURS 31/	TIRAGE 1987	DISPINI-31/12/87	SERVICE DE LA DETTE					
				1987	1988	1990	1991	1992	1993
DETTE A CHARGE CAA 1)	58.2	56.2	38.0	1.5	2.7	3.6	3.2	7.2	2.2
DONT ETAT	55.4	13.7	38.0	1.5	2.7	3.6	3.2	2.2	2.2
DETTE POSTALE	2.8		2.8						
DETTE ENTREPRISES	21.7	6.4	4.7	0.6	0.9	1.0	0.3	1.6	1.7
DETTE ONPT	1.4								
TOTAL GENERAL	80.3	83.4	42.7	2.1	3.7	4.6	4.5	3.8	3.9

1) CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT

SOURCE : C A A.

5. PRIX-SALAIRES-EMPLOI

161. Chaque pays dispose au niveau national d'une réglementation générale en matière de prix, ce qui permet généralement de ralentir la hausse des prix. Par contre en ce qui concerne l'emploi et les salaires, les mesures visant à assainir les finances de l'Etat et des entreprises ont provoqué une pression sur leurs marchés.

a) Les prix

162. L'évolution des prix est analysée à partir d'un certain nombre d'indices dont le contenu et la formulation varient suivant les pays. Il convient également d'ajouter que ces indices sont en général partiels car ne concernent que certains centres urbains.

CAMEROUN

i) famille originaire de condition moyenne à YAOUNDE.

163. L'indice des prix de détail à la consommation de ces familles a atteint son plus fort taux d'accroissement depuis quatre ans : (+ 13,1 %) en 1987 contre respectivement (+ 7,7 %) (+ 12,2%) (+ 11,1 %) en 1986, 1985 et 1984. Certains postes de dépenses ont déterminé cette évolution. Il s'agit :

- de l'habillement dont l'évolution de l'indice des prix relativement modéré en 1986 (+ 10,6 %) a connu un fort accroissement en 1987 (+ 37,7 %) taux comparable à celui de 1985 (+ 35,5 %). Le rythme de croissance a été imprimé par la hausse des prix de vêtements (+ 50,0 %).

- de la scolarité, services et biens divers dont la tendance d'évolution à la hausse de l'indice des prix observés depuis 1985 (+ 40,8 %) s'est poursuivie mais à un rythme plus atténué (+ 33,6 % en 1986, + 19,9 % en 1987). Cette tendance est soutenue par le sous-groupe services et biens divers (+39,9%);

- des dépenses de maison dont les sous-groupes ameublement et literie (+20,1%), combustibles, électricité et eau (+26,9%) ont imprimé à l'indice du poste son envolée en 1987 (+ 11,1%). Les variations observées en 1985 et 1986 étaient respectivement de (+ 11,8%) et (+ 4,3%)

164. Dans l'ensemble, hormis les pointes mentionnées ci-dessus, tous les autres postes ont connu de substantiels accroissements de leurs indices à l'exception du poste hygiène et santé dont l'indice a été relativement stable (+ 0,7%). L'indice des loisirs a repris la hausse interrompue en 1986 (+ 6,7% contre - 17,1% en 1986).

Tableau 30 - CAMEROUN - INDICES DES PRIX DE DETAIL A LA CONSOMMATION DE 1981/82 A 1987/88

Rubriques	Pondération	1982/83	1983/84	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88
Indice des prix de détail à la consommation des familles de conditions moyen à Yaoundé) (base 100 :1988)	1 000	393.8	445.4	492.3	553.3	614.3	649.3
Produits alimentaires	336	473.8	537.2	517.6	527.4	560.2	562.3
Boissons et tabacs	103	224.3	263.1	267.1	270.5	272.8	355.4
Dépenses de maisons	146	340.7	366.6	425.2	452.8	515.9	495.7
Habillement	163	391.1	500.9	684.6	844.7	1 016.2	1 148.9
Transport	105	487.1	471.6	512.2	659.8	723.4	733.6
Hygiène et santé	50	256.3	290.3	318.5	340.8	348.3	355.8
Loisirs	51	376.6	424.8	499.1	552.7	485.9	540.6
Scolarité, services et divers	46	322.7	370.3	479.7	649.6	844.6	909.3
Articles de magasin	502	324.3	385.6	478.0	561.1	647.4	704.1
Articles de marché	311	475.8	541.7	526.5	528.3	567.9	572.2
Services et autres	187	444.0	445.9	474.0	573.7	602.5	630.2

Indices des prix de détail à la consommation des familles non originaires à Yaoundé (Base 100 : Mai 66	1 000	344.3	372.7	388.1	420.2	431.3	439.2
Produits alimentaires	373	373;1	390.7	404.8	440.8	439.3	439.1
Boissons et tabacs	133	270.2	317.3	338.8	347.5	353.1	414.5
Dépenses de maisons	193	285.7	323.6	346.3	368.5	371.3	373.0
Habillement	36	439.6	430.6	448.5	458.9	489.5	516.3
Transport	65	329.1	352.1	370.7	392.8	394.7	402.9
Hygiène et santé	35	238.6	261.5	299.8	342.1	347.7	363.9
Loisirs	59	260.6	356.9	271.3	306.2	355.9	365.1
Services et divers	106	501.4	562.6	551.5	626.0	682.9	653.2
Articles importés	500	362.6	394.9	441.9	442.8	452.4	471.1
Articles locaux	331	351.0	379.8	388.8	409.2	405.9	412.3
Services et autres	169	276.9	293.2	315.9	375.0	418.5	397.4

Indice des prix de détail à la consommation des familles non originaires à Douala (Base 100 : 1966)	1 000	344.6	370.3	395.7	416.5	428.9	443.5
Produits alimentaires	373	389.2	410.7	436.4	459.8	444.2	466.0
Boissons et tabacs	133	260.0	293.8	324.4	331.6	342.8	405.2
Dépenses de maisons	193	300.1	333.5	375.4	404.9	415.6	393.0
Habillement	36	550.8	547.4	575.9	606.0	662.8	680.2
Transports	65	331.4	351.7	368.7	389.0	401.1	425.6
Hygiène et santé	35	266.9	288.6	318.9	340.8	339.6	304.1
Loisirs	59	179.6	223.8	232.6	236.5	238.5	250.7
Scolarité et services divers	106	429.6	450.3	451.2	469.4	580.7	588.5
Articles de magasin	500	350.3	370.3	401.0	431.7	444.2	459.5
Article de marché	331	351.0	382.9	407.8	421.9	418.9	450.4

ii) familles non originaires à Yaoundé et Douala.

165. L'indice des familles non originaires a connu un net fléchissement par rapport à la tendance observée depuis 1984 ;

- (+ 1,2%) et (+ 7,3%) en 1986, 1985 et 1984 ;
- (+ 2,1%) à Yaoundé contre (+ 6,1%), (+ 5,7%) et (+ 6,1%) en 1986, 1985 et 1984.

166. La relative stagnation de l'indice observée à Douala résulte de l'importante baisse des prix des produits d'hygiène et santé (-7,4 % pour l'indice du poste, - 12,7 % pour le prix de la consultation médicale, - 9,7 % pour celui du coton hydrauphile),de produits alimentaires (- 1,5% de variation de l'indice du poste, - 25% pour celui de la crèmerie et - 2,9% pour celui des viandes et poissons) et des dépenses de maison (- 1,5% de variation de l'indice du poste).

167. A Yaoundé la tendance au fléchissement est moins prononcée et les postes qui ont influés sur la variation observée sont :

les produits alimentaires (+ 0,4% en 1987 contre 2,5% en 1986), les dépenses de maison (+ 0,3 % contre + 4,0 %), les transports (- 0,9 % contre - 4,0%), l'hygiène et santé (+ 0,8% contre 11,5%), et la scolarité, les services et biens divers (+ 0,6 % contre 19,4%). Les boissons et tabacs (+ 7,5 % contre 2,2%) et l'habillement (12,3%) sont les postes qui ont tiré à la hausse, la tendance d'évolution de l'indice.

168. L'indice du prix de détail à la consommation pour le 1er semestre 1988/1989 n'est pas contre disponible.On peut cependant supposer une tendance à la hausse de cet indice. En effet la hausse des tarifs publics, transports, eau, électricité, associée à une certaine libéralisation dans la fixation des prix industriels ont dû conduire à la hausse du niveau moyen des prix de détail.

CENTRAFRIQUE

Tableau - 31 - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION A BANGUI base 100 en 1981 (moyennes annuelles).

	1984	1985	1986	1987	1989
CONSOMMATION DES EXPATRIES (168 articles)	139,5	152,1	163,6	176,7	
CONSOMMATION DES NATIONAUX (160 articles)	133,1	147,0	150,3	139,8	135,6

1/- Moyenne trimestrielle

SOURCE : D S G E E

169. L'indice des prix de détail à la consommation des Nationaux est composé de 160 articles, répartis en 5 groupes :

alimentation - habillement et textiles - produits manufactures - combustibles et énergie - services.

170. De 1986 à fin 1987, les prix se sont nettement ralentis du fait notamment de la baisse enregistrée dans le groupe alimentation (produits vivriers). Par contre l'indice à la consommation des expatriés continue de monter (+ 11,5 %) en 1986 contre (+ 13,1%) en 1987, la préférence pour les produits importés qui sont excessivement chers justifie cet indice.

171. Le premier trimestre 1989 marque l'arrêt de la baisse des prix qui avait commencé début 1986. Il s'agit probablement d'une rupture de tendance dans la mesure où les taux mensuels de variation entre Décembre 1988 et Mars 1989 sont respectivement de (+ 0,4%), (+2,9%) et (+ 1,3%).

CONGO

172. L'indice général continue de croître depuis fin décembre 1988, (+ 6,4%) en Décembre 1988 contre (+ 2,4%) en Décembre 1989. Cette situation est à rapprocher de l'évolution du chiffre d'affaire qui a marqué une chute sensible pendant la même période. L'effet-prix recherché pour rattraper la baisse du chiffre d'affaire n'a pas eu l'effet recherché : la baisse du pouvoir d'achat a obligé les consommateurs à acheter moins malgré la baisse. Cependant l'évolution des indices particuliers se réalise de façon contrastée :

- l'alimentation marque un tassement par rapport au premier semestre 1986, (+ 7,1%) contre (+ 8,4%) ;

- l'entretien, l'hygiène et santé ont progressé de manière sensible par rapport à Décembre 1986, respectivement (+ 13,2%) et (+ 8,8%) en Décembre 1988 contre (+ 4,7%) et (-0,5%) en Juin 1986.

173. Les autres postes connaissent des progressions variables quand il ne s'agit pas de baisses sensibles, le cas de l'habillement (-2,2%) en Décembre 1988 contre (- 18,0 %) en Décembre 1987.

GABON

174. L'évolution des prix à la consommation est analysée à partir de deux indices :

Tableau 32 - CONGO - EVOLUTION DES INDICES DES PRIX DE DETAILS A BRAZZAVILLE
(variations en %)

	1986			1987			1988		
	Déc à Ju	Ju à Déc	Déc à Déc	Déc à Ju	Ju à Déc	Déc à Déc	Déc à J	Ju à Déc	D
INDICE GENERAL	5.4	-3.3	1.9	1.3	1.1	2.4	2.6	3.8	
ALIMENTATION	8.4	-5.6	2.3	- 0.3	1.2	0.9	- 0.4	7.4	
ENTRETIEN	4.7	2.2	7.0	0.2	-1.3	-1.0	12.8	0.3	
HYGIENE-SANTE	-0.5	0.7	0.2	9.4	-0.7	-5.0	10.2	-1.2	
HABILLEMENT	0.5	0.0	0.5	11.4	6.0	18.0	6.0	2.2	
ECA AIR CONBUS	2.8	0.0	2.8	0.0	0.0	0.0	6.7	0.0	
DIVERS	1.0	1.5	2.5	-0.3	0.4	6.1	5.1	- 0.1	

SOURCE : MINISTERE DU PLAN ET DE L'ECONOMIE.

- indice des 185 articles (base 100 en Juin 1975), instrument de mesure de l'évolution d'ensemble des prix des biens et services figurant dans la consommation des ménages à revenus modestes ;

- indices des 155 articles (base 100 en Juin 1972), représentatif de l'évolution des prix pour les ménages à revenus élevés.

175. Les deux indices diifèrent par la nature des articles qui les composent, le poids accordé à chaque article et les points de vente où sont effectués les relevés ; les observations concernant uniquement la ville de Libreville.

i) Les indices des 125 articles.

176. La variation des prix pour les ménages à faibles revenus est de (- 8,8 %) en 1988 contre (-0,9%) en 1987.

Cette baisse, consécutive à la baisse de l'ensemble des postes est due essentiellement à la crise et l'incite les consommateurs teurs dont les réductions de salaires ont vu leur pouvoir d'achat baisser en valeur nominale et en valeur réelle d'acheter moins.

ii) Les indices des 115 articles.

177. La variation des prix pour les ménages à revenus élevés est passée de 2,7% en 1987 à 0,3% en 1988. Cette situation s'explique d'une part par la maîtrise de l'inflation externe (baisse des prix des produits importés) et d'autres part par l'effet de précaution liée à la crise (baisse des prix des besoins ostentatoires, habillement). Il est vrai que d'autres postes sont en hausse, mais ces hausses sont faibles et n'ont aucune influence sur les tendances générales.

GUINEE EQUATORIALE

Tableau 33 - INDICE ANNUEL DES PRIX A LA CONSOMMATION A MALABO
BASE 100 NOVEMBRE 1984

	1984	1985	1986	1987
ALIMENTATION	100	180	144	126
INDICE GENERALE	100	183	151	131

SOURCE : DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE

Tableau 34 - GABON

1. INDICES DES 125 ARTICLES

Taux de croissance annuels

(en pourcentage)

RUBRIQUES	85/84	86/85	87/86	88/87
INDICE GENERAL	7,5	6,2	-0,9	-8,8
PRODUITS IMPORTES	8,9	4,0	1,3	-4,8
PRODUITS LOCAUX	6,4	7,1	-1,9	-10,8
ALIMENTATION	8,6	5,5	-0,2	-13,4
HABILLEMENT	1,9	2,3	-5,8	-0,7
DEPENSES DE MAISON	8,4	11,3	-8,0	-4,5
HYGIENE/SOINS	1,6	21,5	9,0	-2,4
TRANSPORTS/TELECOMMUNICATION	5,7	14,8	8,0	-0,8
LOISIRS/DIVERS	12,8	1,5	-1,2	-2,6

2. INDICES DES 155 ARTICLES - TAUX DE CROISSANCE ANNUELS (EN POURCENTAGE)

RUBRIQUES	85/84	86/85	87/86	88/87
INDICE GENERAL	8,9	6,1	2,7	0,3
PRODUITS IMPORTES	9,6	4,6	1,8	0,1
PRODUITS LOCAUX	12,2	4,7	5,9	-0,1
SERVICES/DIVERS	3,6	11,6	2,8	1,7
ALIMENTATION	6,8	7,5	4,5	0,7
DEPENSES DE MAISON	13,5	3,1	0,4	-1,1
HABILLEMENT	20,2	7,4	-2,6	-4,0
HYGIENE/SOINS	-17,4	-2,0	-5,4	1,4
TRANSPORTS/TELECOMMUNICATION	12,8	4,2	0,8	3,3
DIVERS	12,3	8,0	1,6	-1,5

SOURCE : DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

[redacted]

178. Le remplacement de l'Ekwele par le Franc CFA s'est effectué au taux de quatre bipkwele pour un franc (la dévaluation était d'exactement 82 %). Le changement d'unité monétaire s'est traduit par une accélération de l'inflation ; l'indice des prix (1984 = 100) a dépassé le niveau 200 en Juin (209 pour l'indice de l'alimentation et 206 pour l'indice général) avant de diminuer progressivement jusqu'en 1987, restant relativement stable en 1988 à un niveau légèrement supérieur à celui de 1987.

TCHAD

179. L'indice général a connu un ralentissement et une baisse entre 1984 et 1987 à la suite d'une période de stabilisation après la guerre - 1988 marque une reprise à la suite de nombreux retours - L'évolution des indices particuliers est très contrastée.

b) Emploi et salaires

180. Les déséquilibres financiers et les programmes de redressement économique et financier dans l'ensemble des pays de la sous-région ont fortement influencé les politiques de l'emploi et des salaires dès 1986 voire 1985 pour certains pays.

i) L'emploi.

- Dans le secteur public l'emploi reste toujours dans l'ensemble des pays, soumis à l'objectif de maîtrise des effectifs des fonctionnaires par le système des postes budgétaires et le contrôle des départs à la retraite des fonctionnaires atteints par la limite d'âge. Les récencements réalisés dans de nombreux pays avaient pour but l'allègement des charges salariales supportées par les finances publiques en démasquant les fonctionnaires en situation irrégulière.

- Dans le secteur privé, on constate que la baisse de la production industrielle dans l'ensemble des pays s'est accompagnée d'une réduction des effectifs. En fait la crise a fortement influencé le marché de l'emploi dans la sous-région et presque tous les secteurs d'activité économique ont été contraints de licencier une grande partie de leur personnel. Au Cameroun, pour l'ensemble des industries ayant fait l'objet d'une enquête par les services nationaux des statistiques, l'évolution est la suivante :
1985 : 47 046 ; 1986 : 44 454 ; 1987 : 4 135. Au Congo les

Tableau 35 - TCHAD - INDICE DE PRIX A LA CONSOMMATION

BASE 100 = DEC. 1982.

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
ALIMENTATION	106,5	143,5	144;9	106,7	92,9		
HABITATION	111,8	114,4	120,6	120,4	123,6		
HYGIENE & SOINS	117,6	134,1	125,0	119,1	115,7		
HABILLEMENT	138,8	169,1	169,2	166,3	184,4		
TRANSPORT	101,5	106,6	141,5	136,0	141,3		
LOGEMENT	109,8	110,1	122,9	125,2	123,9		
SERVICES DIVERS	103,9	115,4	150,3	144,4	149,3		
ENSEMELE							
BASE 100 = DEC 82	111,6	134,2	141,1	122,7	119,3		
BASE 100 = 1983	100	120,3	126,4	109,9	106,9	120,6	126,6
ACCROISSEMENT ANNUEL		20,3%	5,1%	-13,0%	-2,8%	12,8%	5,0%

SOURCE : MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION - DSEED.

effectifs du secteur privé productif sont passés entre 1987 et 1988 de 15 619 à 13 115 soit une baisse de (-16,03%) ; Au Gabon les BTP qui comptaient en fin 1985 près de 25 000 salariés (soit le 1/4 des effectifs du secteur privé) n'en comptent plus en fin 1987 que 5 000 soit une baisse de 80%.

ii) Les salaires.

- Les politiques de stabilisation des finances publiques qui ont pour corallaire la maîtrise des dépenses de l'Etat ont entrainé la diminution de la masse salariale. Au Cameroun, la masse salariale a été ramenée de 280 milliards F CFA en 1986/87 à 247 milliards en 1988/89, soit une réduction de 12%. Au Congo en 1987 et 1988 la masse salariale est passée de 80 milliards F CFA à 76 milliards, soit une réduction de 5%. Au Gabon la masse salariale a diminué de 16 milliards entre 1985 (115 milliards) et 1988 (99 milliards) soit une réduction de 13,9 %.

- L'évolution de la masse salariale du secteur privé est similaire à celle des effectifs employés.

181. En fait les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale au niveau national, quant à la révision à la baisse des salaires des agents de tous les secteurs et les aménagements intervenus à tous les niveaux de l'activité économique, ont réduit sensiblement la masse salariale globale.

III. LES PROGRAMMES DE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER ET LES STRATEGIES DE RELANCE ECONOMIQUE

182. La crise économique et financière que traversent les pays de la sous-région depuis 1985 a complètement perturbé les tendances macro-économiques et sectorielles de leurs économies. Cette crise est due principalement à la chute des prix internationaux des principaux produits d'exportation de la sous-région (pétrole, café, cacao et coton) dont le résultat a été une détérioration importante des termes de l'échange (45 % au Cameroun au cours des trois dernières années). Associée à une dépréciation d'environ 40 % du dollar américain par rapport au FCFA, monnaie dans laquelle sont libelés les prix des principaux produits d'exportation, au cours de la même période, la détérioration des termes de l'échange a entrainé une forte contraction en valeur des exportations des biens et services avec tout son impact négatif sur les revenus de l'Etat, des ménages et des entreprises.

183. Pour faire face à la crise chaque pays de la sous-région avec l'appui du FMI et de la Banque Mondiale a initié un programme de stabilisation, d'ajustement et de relance économique.

184. L'objet de cette dernière partie de l'étude se situe à trois niveaux : analyser les objectifs poursuivis - examiner les mesures préconisées - mesurer les résultats.

1. LES OBJECTIFS POURSUIVIS

185. Les programmes comportent globalement deux objectifs macro-économiques : la résorption des déséquilibres internes et externes et le rétablissement d'une position de la balance des paiements viable ; des objectifs sectoriels qui conditionnent le retour à une croissance réelle positive et soutenue fondée sur une économie compétitive.

a) La résorption des déséquilibres internes doit s'opérer par la réorientation du rôle de l'Etat pour en faire un intermédiaire facilitant les opérations du secteur privé tout en minimisant son entreprise directe sur l'appareil de production et de distribution.

b) En ce qui concerne la réduction des déséquilibres externes, l'attention s'est portée sur le ratio du déficit de la balance courante sur le PIB, dont la baisse doit traduire les effets d'ajustement réalisés par le pays, l'ampleur de l'ajustement étant bien évidemment en rapport avec le déséquilibre.

c) L'objectif de croissance positive et soutenue doit permettre d'atténuer la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs en réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole ou des cultures de rente (café, cacao, coton) pour une amélioration des performances des autres secteurs.

d) Les économies de la sous-région ne sont pas performantes et une action doit être entreprise du niveau des coûts de production. En effet la hausse du coût des facteurs de production résulte du constat du manque de compétitivité du secteur industriel, commercial et agricole moderne inhérent aux distorsions de prix relatifs ayant pour origine des sur-coûts.

2. LES STRATEGIES

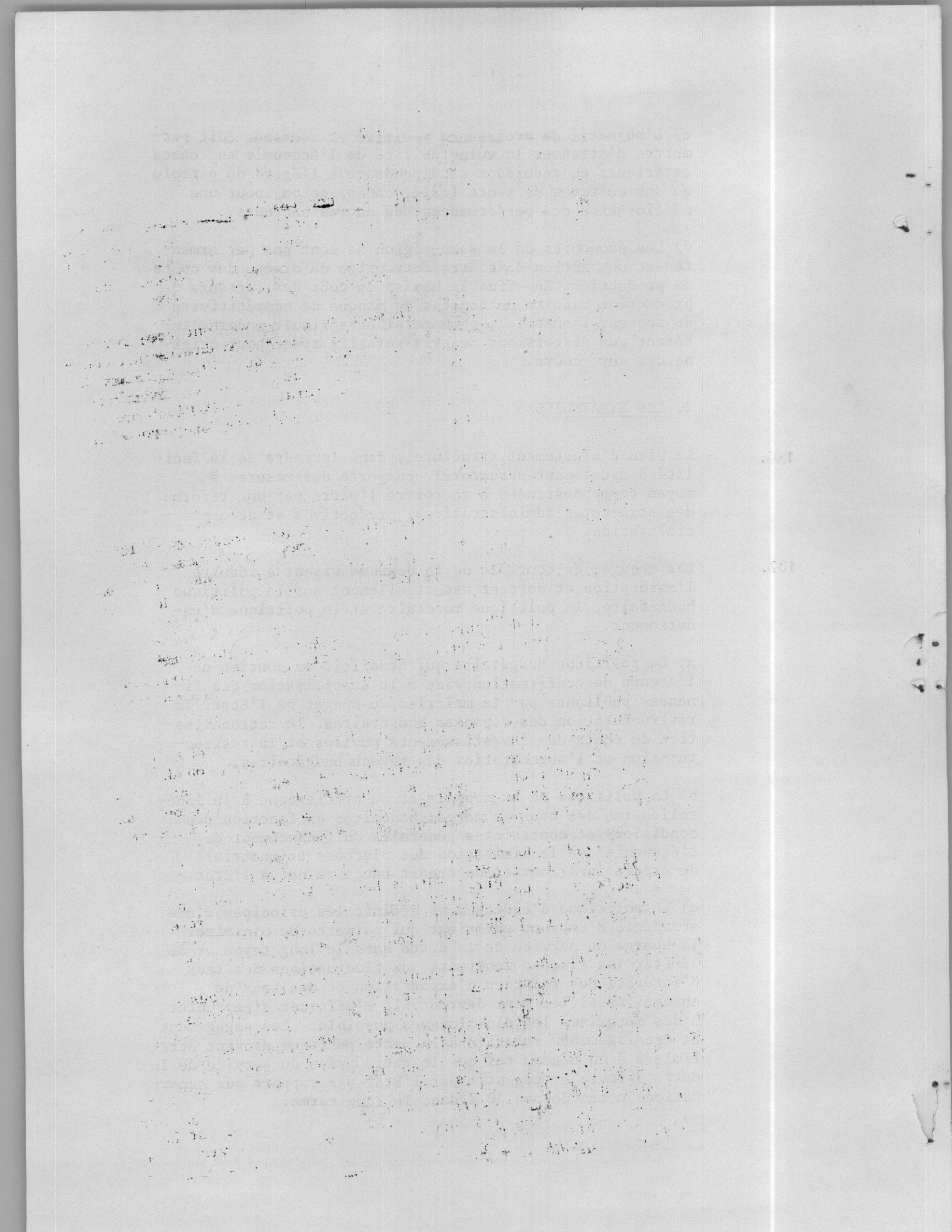
186. Le plan d'ajustement structurel, dans le cadre de la facilité d'ajustement structurel, comporte des mesures à moyen terme destinées à accroître l'offre par une réforme des structures administratives, productives et de commercialisation.

187. Les mesures de contrôle de la demande visent à réduire l'absorption et portent essentiellement sur la politique budgétaire, la politique monétaire et la politique d'endettement.

a) La politique budgétaire qui bénéficie du soutien de l'accord de confirmation vise à la stabilisation des finances publiques par la maîtrise du budget de l'Etat, la restructuration des dépenses budgétaires, la rationalisation du choix des investissements publics et la restructuration et l'augmentation des revenus budgétaires.

b) La politique de la monnaie et du crédit tend à la libéralisation des taux et marges bancaires en fonction des conditions et contraintes générales du financement de l'économie ; à la limitation des plafonds trimestriels de crédit intérieur et de crédit bancaire net à l'Etat.

c) La politique d'endettement définit les principes d'une stratégie d'emprunt extérieur qui permette de minimiser la charge du service de la dette dans le long terme et de limiter les risques inhérents aux fluctuations des taux d'intérêt, des recettes d'exportation et des taux de change. Aussi les pays devront-ils s'efforcer d'emprunter à des maturités les plus longues possibles. Les engagement et décaissements relatifs à la dette publique doivent être limités à un niveau tel que le ratio prévu du service de la dette directe et garantie par l'Etat par rapport aux exportations n'excède pas 30 % dans le long terme.



3. LES RESULTATS

188. Pour une appréciation globale du programme d'ajustement dont certains aspects n'ont pas encore été menés à leur terme, il est nécessaire de distinguer entre les indicateurs de réduction de déséquilibres fondamentaux d'une part et d'autre part l'objectif de croissance économique, qu'il est quelque peu prématuré d'envisager dès à présent.

a) La dégradation du solde des opérations courantes a été arrêtée dans de nombreux pays au point de rendre le ratio déficit opérations courantes/PIB relativement raisonnable. Cependant il convient de faire remarquer que dans de nombreux cas la réduction du solde négatif des opérations courantes n'a pu être réalisé que par une réduction des importations ; le contre-coup immédiat en a été une très nette réduction des droits de douanes qui a accentué le déséquilibre budgétaire.

b) Pour les pays pétroliers les scénarios optimistes pour l'exercice 1988 n'ont pu se réaliser à cause d'une nouvelle chute des prix du pétrole. Il en est résulté une baisse du PIB dans ces trois pays. Les programmes de redressement initialement élaborés sur un scénario moins défavorable de la conjoncture pétrolière avait prévu la réduction du déficit de la balance des paiements. Cet objectif s'est revelé difficile et n'a pu se réaliser qu'avec l'appui de mesures d'ajustement supplémentaires (Congo-Gabon), le PAS renforcé.

c) L'effort d'ajustement qui exige aux pays d'atteindre l'équilibre macro-économique, en mettant en place des incitations appropriées et des indicateurs de nature à orienter les décisions d'affectations des ressources se traduit dans de nombreux cas par de lourds coûts sociaux car :

i) les mesures d'ajustement visent à équilibrer l'offre et la demande globale et à freiner la consommation ;

ii) les difficultés et lenteurs avec lesquelles les ressources productives peuvent trouver de nouveaux emplois en réponse aux variations des prix contribuent à alourdir ces coûts.

d) S'il est vrai que l'adoption de certaines mesures paraît désastreuse sur le plan social, il faut reconnaître cependant que la situation des économies de la sous-région est celle d'une crise aigue et d'autant plus préoccupante qu'elle laissait entrevoir des perspectives à court et à moyen termes très sombres à l'absence de toute politique d'ajustement.

4. PERSPECTIVES

189. Si la poursuite de l'ajustement financier par la compression des dépenses apparaît acceptable, la conduite de la politique d'ajustement au cours des prochaines années devra tendre vers la réalisation de la croissance. L'ajustement conçu sous le seul angle de rétablissement des équilibres financiers n'a pas de signification en soi s'il ne se traduit pas à terme par une amélioration du niveau de vie général.

190. Une croissance économique stable et durable dans la sous-région requiert :

i) l'augmentation du volume des investissements et l'amélioration de l'efficacité dans l'allocation et l'utilisation des ressources ;

ii) la formulation d'une politique de mobilisation accrue de capitaux tant au niveau interne qu'au niveau externe ;

iii) la possibilité d'un financement du coût social des mesures d'ajustement préconisées.

191. Cependant il est souhaitable que l'adaptation économique s'inscrive dans une perspective d'intégration économique sous-régionale. C'est la condition indispensable du succès d'une politique de croissance-développement.